Nantes Mai 68
50 ans après

Analyses Entretiens Témoignages

- Georges Boutin
- Jean Brunacci
- Jean-Louis Chausset
- Marie-Thérèse Chausset
- Catherine Conan
- Yannick Guin
- Claudine Jegourel
- Christophe Patillon
- Jean-Louis Peyron

ENSEMBLE!

Mai 68 et les femmes
par Florence Prudhomme

Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Mai 68 à Nantes

Le mouvement de Mai 68 n'est pas arrivé par hasard à Nantes. Il a été précédé par diverses mobilisations locales. Et il a connu des particularités qu'on ne retrouve guère dans d'autres villes. Ces quelques dates pour s'y repérer et apprécier les témoignages que nous publions dans cette brochure.

7 mai 1967	Mobilisation intersyndicale (CGT-CFDT-FO) pour la défense de la sécurité sociale.
13 décembre	Manifestation CGT-CFDT-UNEF pour la défense de l'emploi.
14, 18 décembre	Occupation de cités universitaires, notamment pour la mixité des cités.
19 janvier 1968	**Manifestation CGT-CFDT-FO pour la sécurité sociale. Présence des CRS.**
14 février	Occupation du Rectorat par 1500 étudiant.e.s pour leurs bourses et leurs problèmes de logement. Violente intervention policière.
30 avril et 2 mai	Débrayages à Sud-Aviation (baisse horaire sans compensation de salaire).
3 mai	Première manifestation étudiante, réprimée par la police, à Paris, au Quartier Latin.
6-10 mai	Manifestations étudiantes violemment réprimées à Paris.
6 mai	Début des grèves dans les facultés de Nantes. Généralisées le 7.
8 mai	**Manifestation « L'Ouest vivra », avec 10 000 personnes à Nantes et 150 000 dans tout l'Ouest. Action prévue depuis mars 1968.**
10 mai	Nuit des barricades au Quartier Latin.
11 mai	Manifestation de 2000 jeunes à Nantes. Les lycéen-nes mobilisé-e-s.
13 mai	Grève générale unitaire contre la répression dans tout le pays.
13 mai	**20 000 manifestant-e-s à Nantes. La préfecture occupée un moment, drapeau rouge hissé. Violents affrontements. Le Préfet accepte les revendications étudiantes.**
14 mai	**Début de la grève à Sud-Aviation. L'usine est occupée et le directeur séquestré. Première occupation dans le pays en mai 68.**
15 mai	Manifestation d'étudiant-e-s et de lycéen-nes à l'usine Sud Aviation.
17 mai	Grève à Saint-Nazaire et aux Batignolles à Nantes.
18 mai	Les cheminot.e.s nantais en grève.
20 mai	Généralisation des grèves avec occupation.
24 mai	**Grande manifestation ouvrier.e.s, paysan.ne.s, étudiant-e-s. Violents affrontements durant 7 heures. Constitution d'un Comité central de grève.**
27mai	Meeting de 40 000 personnes place du Commerce.
27 mai	Accords de Grenelle entre syndicats, gouvernement et patronat : hausse des salaires ; création de la section syndicale d'entreprise. Accords rejetés par les ouvriers de Renault Billancourt.
29 mai	De Gaulle à Baden-Baden pour s'assurer le secours de l'armée.
30 mai	Discours de de Gaulle et manifestation gaulliste aux Champs-Elysées.
31 mai	**Manifestation de 40 000 personnes à Duchesse Anne. Le Comité central de grève décide que l'essence sera distribuée normalement.**
1er juin	Manifestation gaulliste à Nantes : 20 à 30 000 personnes place Graslin. Contre-manifestation de 2000 personnes.
3 juin	Premières reprises du travail.
10 juin	Des milliers de métallos dans les rues de Nantes.
17 juin	Reprise du travail à Sud-Aviation (votée le 13).
20 juin	Reprise aux Batignolles, dernière usine nantaise en grève.
23 et 30 juin	Victoire électorale gaulliste (358 sièges sur 486) aux élections législatives.
2 juillet	Les drapeaux rouges et noirs retirés de la faculté des Lettres.

50 ans déjà : nous sommes toujours là !

Le 50ème anniversaire de Mai 68 donne lieu à toutes sortes de commentaires : ceux des adversaires, bien sûr, désireux de l'enterrer en ces temps de libéralisme dominant. Mais aussi à des récupérations sur le thème : c'était sympathique, ça a permis une évolution des mœurs…Mais aujourd'hui c'est dépassé. C'est pourquoi nous avons décidé de commémorer cet anniversaire en rappelant ce que fut Mai et en proclamant en quoi ces semaines de mobilisation continuent d'inspirer nos combats d'aujourd'hui. Nous donnerons donc la parole, dans cette brochure, à des acteurs et actrices de Mai en Loire-Atlantique.

Mai 68, c'est d'abord un mouvement qui a concerné toute la société. Parti de la jeunesse, qui refusait une société répressive dans tous les domaines de la vie, le mouvement s'est étendu à la classe ouvrière, avec 10 millions de travailleurs en grève – sur 51 millions d'habitant-es-, aujourd'hui nous sommes plus de 65 millions -, soit la grève générale la plus massive de l'histoire du capitalisme. Des travailleurs/ses qui, eux aussi, refusaient cette société qui ne leur offrait, dans l'entreprise, aucune démocratie. Et qui revendiquaient de profiter, eux/elles aussi, de l'essor économique pour améliorer leurs conditions de vie. D'ailleurs, c'est à Nantes que débuta la première grande grève ouvrière, à Sud-Aviation. Et à la fin de mai, dans tout le pays, des millions de gens débattaient partout d'une autre société, débarrassée du profit. Il ne faut pas oublier non plus que le mai français est un épisode d'une série de mouvements qui s'attaquaient aux injustices du vieux monde, du Vietnam à la Bolivie et de l'Espagne à la Pologne.

Les manifestations et les grèves de Mai n'ont pas changé la société, les vieux partis de la gauche et les directions des syndicats ne le voulaient pas, mais elles ont apporté des satisfactions dans divers domaines. Les augmentations de salaires ont été vite récupérées, les droits des travailleurs dans l'entreprise remis en cause (la loi travail et les ordonnances Macron dégradant encore la situation). La jeunesse scolarisée a obtenu plus de liberté dans les lycées et les facultés. Mais les acquis les plus importants, furent, quelques années après Mai, dans sa foulée, les droits des femmes. Ces luttes ont obtenu le droit à l'avortement et à la contraception notamment. Mais il reste beaucoup à faire et la mobilisation actuelle à propos des agressions sexuelles contre les femmes montre que, malgré les offensives réactionnaires, il y a là un mouvement irréversible vers l'égalité.

Alors oui, toutes ces luttes, présentes en Mai et dans les années qui l'ont suivi, demeurent d'actualité. C'est pourquoi nous ne célébrons pas, comme certains le feront, un moment sympathique, mais d'un autre temps. L'esprit de ces semaines de Mai 68 continue d'inspirer nos combats contre l'offensive libérale de Macron et du gouvernement et ses attaques contre les services publics, contre toutes les répressions, les arbitraires, pour l'accueil des réfugié.e.s, les droits des femmes, l'égalité et la dignité. Parce que nous continuons de penser que, pour bâtir un avenir en commun et solidaire, il faut imposer que nos vies vaillent plus que leurs profits.

Ensemble! 44, avril 2018

Ensemble! 44, mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire
http://www.ensemble44-fdg.org http://www.ensemble-fdg.org ensemble44@orange.fr

Mai 68, Nantes s'embrase

par **Christophe Patillon**, **Centre d'Histoire du Travail**

Introduction

« *La Commune de Nantes* », tel est le titre du livre que Yannick Guin consacre au mouvement de mai-juin 1968 à Nantes, livre publié en 1969 chez Maspero, maison d'édition classée à l'extrême gauche, dont le catalogue éditorial a joué un rôle fondamental dans la formation politique de toute une génération de jeunes militants trotskystes, maoïstes voire libertaires. La référence au mouvement parisien de 1871 semble donc assumée par l'auteur, même si la Commune de Paris en tant que telle n'apparait ni dans l'introduction ni en quatrième de couverture, sinon sous la forme « *d'esquisse d'une administration des classes laborieuses parallèle à celle de l'Etat bourgeois* », premier pas vers ce « *double pouvoir* » (versaillais/communard) qui marqua le printemps 1871 et se termina dans le sang. Je crois même que « la commune » n'est citée qu'une seule fois dans ce livre court et incisif, quand l'auteur conclut par un extrait de la chanson d'Eugène Pottier : « *Tout ça n'empêche pas Nicolas qu'la Commune n'est pas morte.* »

Ceci étant dit, le « *Mai nantais* » fut exceptionnel, autrement dit singulier, fruit d'une histoire sociale dont les caractéristiques essentielles ne se retrouvèrent nulle part ailleurs.

Le 8 mai, un prologue imprévu

Ce 8 mai 1968, le temps est épouvantable. Mais cela n'empêche pas dix mille manifestants de marteler le pavé nantais pour dire haut et fort que « *l'Ouest veut vivre* ». Ils répondent à un appel intersyndical à une grève générale de 24 heures pour défendre l'emploi, les salaires, la Sécurité sociale et réclamer une véritable politique d'aménagement industriel du territoire. Cet appel est porté à la fois par la CGT, la CFDT, FO, la FDSEA et le CDJA de Loire-Atlantique. Mais il n'y a pas que Nantes à être mobilisée. Cet appel est en effet régional, il concerne l'Ouest et il a mis dans la rue des milliers de personnes : 10 000 à Saint-Brieuc, 15 000 à Lorient et Angers et même 30 000 à Brest.

Des ouvriers et des paysans au coude à coude dans la rue ? Ce n'est pas la première fois que la chose se produit dans la cité des ducs. Depuis plusieurs années, les dirigeants syndicaux dialoguent régulièrement et parviennent à s'entendre pour mener des actions revendicatives en commun.

Dans l'Ouest, le syndicalisme paysan, notamment dans les sections des jeunes agriculteurs, a entamé sa mue. Alors que le corporatisme, l'entre-soi paysan, a toujours le vent en poupe dans les instances nationales et dans nombre de régions, ici, la nouvelle génération d'agriculteurs arrivée aux affaires est ouverte à la collaboration avec les syndicats ouvriers. Cette ouverture s'est concrétisée en février 1964 par une impressionnante manifestation de 70 000 personnes au Champ-de-Mars à Nantes, mais également, début 68, par l'adoption d'un *Programme d'action des organisations syndicales ouvrières et agricoles de l'Ouest*. Condamnant la politique gaulliste à l'œuvre depuis 1958, ce texte pointe du doigt le mauvais aménagement du territoire, réclame des « *créations suffisantes d'industries nouvelles, avec financement et responsabilité publics* » et la « *suppression des disparités régionales* ». Les salaires, les libertés, la refonte de la fiscalité, l'abrogation des ordonnances relatives à la Sécurité sociale, la réforme démocratique de l'enseignement ne sont bien évidemment pas oubliées. C'est dans la prolongation de cet accord conclu dans la ville de Guidel (Morbihan) que les organisations syndicales ouvrières et paysannes décident d'organiser, le 8 mai 1968, seize meetings revendicatifs dans tout l'Ouest. Elles ne pouvaient se douter que l'atmosphère sociale serait à ce point tumultueuse.

Un mouvement paysan mobilisé

Comment expliquer la vigueur de ce radicalisme paysan de Loire-Inférieure ?

Il y a l'aspect générationnel déjà évoqué. Ces paysans, trentenaires, ont fait leurs premières armes militantes au sein de la puissante Jeunesse agricole catholique. Le discours moderniste et valorisant de la JAC ne pouvait que leur plaire : ils allaient nourrir le monde, bousculer le conservatisme agricultural des anciens, transformer l'agriculture familiale grâce aux engrais et à la mécanisation, changer même le visage de la ruralité. Finie l'image du « plouc » replié sur sa terre, gérant un maigre troupeau et vivant en quasi-autarcie : le paysan devient un agriculteur *de son temps*.

Mais cette ode à la modernisation, qui est aussi le credo de l'Europe naissante, se paie d'un prix social élevé : la disparition des « petits » paysans, incapables de suivre cette marche en avant, et l'endettement de bien d'autres. Il faut de l'argent pour changer d'échelle, agrandir les troupeaux, aménager des locaux, acheter un tracteur. Il faut donc convaincre les banques de sa capacité à être dans la course et à tirer son épingle du jeu dans un contexte économique délicat puisque la crise frappe régulièrement l'agriculture française, la viticulture languedocienne comme la production laitière, très importante dans les départements de l'Ouest.

Dans les années 1960, les paysans modernistes commencent à critiquer le modèle agricole en cours, la montée en puissance des grands groupes agro-industriels et ce qu'on appelle l'intégration.

Pour nombre d'agriculteurs de l'Ouest, l'avenir est sombre. Et pour la jeunesse rurale, il l'est tout autant. C'est pour cela que les paysans se mobilisent depuis plusieurs années sous l'étendard de « L'Ouest veut vivre » car ils veulent aussi que leurs enfants puissent trouver du travail dans ou hors de l'agriculture, sans avoir à s'exiler pour cela.

Un syndicalisme ouvrier marqué par l'unité d'action

L'unité syndicale ouvrière est chose ancienne en Loire-Atlantique. Rien pourtant ne semblait devoir favoriser l'unité d'action intersyndicale, seulement défendue nationalement par la puissante CGT. En Loire-Atlantique, si unité d'action il y eut, c'est parce qu'à côté d'une CGT dominée par les communistes, il s'est trouvée une CFTC/CFDT et une CGT-FO en dissidence.

A la CFTC, une nouvelle génération a commencé dès la fin des années 1940 à plaider pour des actions communes avec la CGT au nom de la défense des intérêts des travailleurs. Rapidement, ces jeunes syndicalistes chrétiens, dont Gilbert Declercq, ont fait leur un discours « lutte des classes » peu goûté à Paris mais qui leur a permis de prendre le contrôle de l'organisation ici, avant de conquérir la direction de l'organisation nationale en 1964, transformant la CFTC en CFDT.

À FO, qui pouvait imaginer qu'un anticlérical et anti-stalinien aussi virulent qu'Alexandre Hébert allait engager son organisation départementale dans une politique d'unité avec CGT et CFTC/CFDT ? C'est pourtant ce qui s'est produit, notamment en 1955 lors du grand conflit de la métallurgie et du bâtiment, événement marquant de l'histoire sociale nationale. Bien que peu satisfait du slogan « *L'Ouest veut vivre* », flattant le régionalisme (« *L'Ouest veut vivre, le Nord veut vivre, l'Est aussi bien sûr !... sans parler du Centre ou du Sud* » écrit sarcastique Alexandre Hébert en mars 1968 dans les colonnes de *L'Ouest syndicaliste*), FO fut de presque toutes les mobilisations ouvrières et paysannes.

Des étudiants vindicatifs

Si l'atmosphère de ce 8 mai 1968 pluvieux fut des plus tumultueuses, c'est parce qu'un groupe s'est invité à la dernière minute. Ce groupe, c'est celui des étudiants contestataires de la toute jeune université de Nantes.

Le site du Tertre, qui accueille les lettres, les sciences humaines et le droit est ouvert depuis une poignée d'années (1964-1966). Là-bas, loin du centre-ville, très isolés, se concentre dans des locaux déjà trop exigus une demi-douzaine de milliers d'étudiants.

Et parmi ces milliers d'étudiants, on note l'existence d'un petit groupe de jeunes révoltés, conspuant d'un même souffle le capitalisme, la consommation de masse, et le socialisme de caserne, le conservatisme, la pudibonderie, la bourgeoisie et son ordre, les guerres impérialistes qui ensanglantent l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie du sud-Est. Ils critiquent également le modérantisme et les jeux d'appareils des partis et syndicats réformistes ou révolutionnaires qu'en paroles. Il y a là des anarchistes, des situationnistes, des conseillistes, des trotskystes, des maoïstes… Il y a également des jeunes qui sont là parce que l'atmosphère est au remue-ménage, qui sentent que quelque chose doit changer dans leur vie, que le militantisme peut aussi être joyeux et transgressif, et qui vont se construire politiquement en quelques mois.

En 1967, ce petit groupe, supporté par une masse de plus en plus importante d'étudiants, prend le contrôle de l'AGEN-UNEF, bouscule l'ordre au sein des cités universitaires non-mixtes, se heurte aux autorités, réitère tout au long du premier trimestre 1968 ses actions coup-de-poing. La répression subie par ces étudiants, dont la plupart ne réclament en fait que plus de liberté au quotidien, ne fait que les renforcer dans leurs convictions.

Les violences policières du 14 février 1968, alors que les étudiants se retiraient en bon ordre du rectorat qu'ils occupaient, transforment ces adeptes du happening et de l'action directe en victimes d'un Etat brutal, incapable de répondre aux revendications par autre chose que des coups et du gaz lacrymogène. Comme le dit l'un des animateurs du mouvement, l'étudiant en histoire Jean Breteau, « *la conscience politique nous est rentrée dedans à coups de matraque* ». Cette violence est un choix, celui du préfet Jean-Emile Vié, qui entend par la répression effrayer la masse étudiante et arrêter les meneurs. C'est ce même Vié qui réclamera de son autorité de tutelle le droit de tirer sur les manifestants quelques jours plus tard…

Une bonne partie de l'originalité du Mai nantais se dévoile ainsi dès le 8 mai 1968, à l'occasion d'une manifestation prévue de longue date : un mouvement ouvrier et paysan habitué à l'unité d'action, un mouvement étudiant radicalisé, hétérogène et surtout intéressé par la question sociale.

Manifestation du 13 mai

Le 13 mai 1968, plusieurs milliers de manifestants se rassemblent à l'appel des syndicats place de la Duchesse-Anne pour protester contre la répression policière du week-end à Paris. C'est alors qu'un imposant cortège d'étudiants et de lycéens fait son entrée sur la place, avec drapeau rouge, drapeau noir, casques et gourdins.

Six prises de parole ont lieu, dont celle d'Yvon Chotard de l'AGEN-UNEF, qui se fait remarquer par un discours très critique dirigé contre les « *bureaucraties syndicales* » (« *Hors de tout appareil politique et syndical, notre unité doit se faire dans la rue.* »). Une motion est ensuite votée qui se termine par la décision de « *poursuivre l'action dans l'union pour la transformation du système économique et politique par et pour le peuple travailleur* ».

Pendant le défilé, une délégation composée de douze syndicalistes est reçue par le préfet des Pays-de-la-Loire et essaie d'obtenir quelques gestes d'apaisement de la part du

représentant de l'Etat. Devant l'insuccès de la démarche, de très nombreux manifestants refusent la dislocation prévue et prennent le chemin de la préfecture ; une préfecture qui ne tarde pas à subir les jets de pavés et, terrible affront, le drapeau tricolore est brûlé et remplacé par le drapeau rouge !
Cette attaque implique une réplique. Les gardiens de la paix dégagent prestement les abords de la préfecture grâce aux lacrymogènes. Des barricades s'élèvent alors avec des matériaux divers fournis notamment par les chantiers de la nouvelle préfecture auxquels s'ajoutent rapidement les pavés retirés de la chaussée. Parallèlement, dans le centre de la ville, certains magasins, comme Decré, voient leurs vitrines être brisées.

Deux syndicalistes enseignants vont alors se distinguer. Hervé Lafay du SNES-Sup et Louis Holtz du SGEN-CFDT, professeurs à la faculté des Lettres, proposent au préfet et aux étudiants de jouer les médiateurs. Ils rappellent les exigences des étudiants, font pression, arguant que la situation est tellement tendue qu'elle pourrait dégénérer encore plus et que le temps est compté. Au bout de trois quarts d'heure de négociations, ils remportent la victoire : les plaintes visant les étudiants sont retirées ; la subvention accordée à l'AGEN, supprimée par le Conseil général, est rétablie ; il n'y aura pas de poursuites pour les délits commis dans le cadre de la présente manifestation.

Occupation de Bouguenais

Les ouvriers dans tout cela ? Sans doute regardent-ils avec curiosité et incompréhension ce chahut étudiant qui s'est transformé en émeute le 10 mai à Paris et le 13 à Nantes. Leurs enfants ? Ils sont bien loin de l'université. Les militants les plus politisés n'apprécient guère que des fils de bourgeois s'encanaillent en lançant des pavés et en jetant l'opprobre sur les « bureaucraties syndicales » ; bien souvent, ils feront barrage à la liaison étudiants/travailleurs défendue avec ardeur par les premiers.

Mais l'atmosphère ouvrière est aussi à la contestation : salaires qui courent après l'inflation, annonces régulières de licenciements dans l'industrie… tout cela fait naître ce que certains commentateurs appellent de la « *grogne sociale* ».

Dans l'aéronautique bouguenaisienne, depuis le début du printemps, les organisations syndicales débattent de la tactique à mettre en place pour obtenir une compensation salariale à la baisse annoncée du temps de travail. Dans cette entreprise, le temps de travail hebdomadaire est de 48 heures. Dès février 1968, la direction annonce qu'elle souhaite le ramener à 46h30 au printemps et à 45 heures à l'automne, ce qui va entraîner une baisse des revenus de l'ordre de 7,5%, que la direction n'entend pas compenser au-delà des 1%...

Chez les horaires FO, qui ont à leur tête une figure du trotskysme ouvrier, Yvon Rocton, on plaide pour une action forte : l'occupation de l'usine. Les autres organisations tergiversent, jugeant ce mode d'action prématuré. Ce n'est que partie remise.

Le 14 mai, tout s'accélère. Les négociations du jour n'ayant rien donné, les bureaux de la direction sont investis, les mensuels finissent par se rallier au mouvement. Bien vite, l'usine Sud-Aviation est occupée par ses travailleurs et son directeur, Duvochel, est interpellé ainsi qu'une partie des cadres dirigeants. « *Je suis votre prisonnier, déclare-t-il avec un sourire* ». Il va le perdre très vite car effectivement les grévistes décident séance tenante de le séquestrer : Sud-Av' est la première usine occupée de France. L'occupation est sérieuse et organisée avec tours de garde et barrages. On raconte que des armes circulent dans l'usine et que certains, chasseurs du dimanche ou anciens appelés en Algérie, savent très bien s'en servir…

L'occupation de Sud-Av' fait des petits. Dès le lendemain, les Batignolles sont occupées. Puis, les jours d'après, c'est Saunier-Duval, Carnaud Basse-Indre. Viennent ensuite les chantiers navals, les conserveries et biscuiteries, la fonction publique, les grands magasins, les cheminots, la centrale de Cheviré et la Raffinerie de Donges. La France est « paralysée » annonce *Ouest-France* du 20 mai 1968. La Préfecture annonce que 225 000 travailleurs sur les 350 000 que compte le département sont en grève !

La parole envahit la rue. On parle beefsteak et on refait le monde. On partage ses colères et ses espoirs. Pendant ce temps, les inquiets s'inquiètent : de quoi demain sera-t-il fait ? Et si de Gaulle s'en va, qui prendra sa place ? Trouvera-t-on seulement de quoi se nourrir ? Les non-grévistes, par nature ou conviction, se cloîtrent chez eux, attendant que le désordre cesse. La droite, aphone, s'est évanouie.

Le tournant du 24 mai

Le 24 mai 1968, Nantes s'embrase de nouveau. Le contexte s'y prête : le général de Gaulle, dans le but de désamorcer la crise, vient d'annoncer la tenue prochaine d'un référendum sur la participation dans les entreprises et les universités, propositions qui sont en complet décalage avec les revendications ouvrières et l'état d'esprit révolutionnaire des étudiants ; les organisations paysannes ont décidé de faire de cette journée du 24 mai un temps de mobilisation contre la politique agricole de l'Europe.

Dès le début de l'après-midi, de 2 000 à 3 000 paysans quittent Bouaye, Savenay, Nozay et Carquefou et rejoignent, en tracteurs, le cœur de la ville, la place du Commerce ! Pour les militants paysans, cette manifestation, catégorielle à l'origine, leur donne l'opportunité de critiquer de façon radicale la « société capitaliste » et l'« *Europe libérale* » qui les jettent dans la précarité ou les sortent de l'agriculture. Sur la fontaine de la Place Royale, ce ne sont pas deux étudiants, mais deux paysans, qui tiennent une banderole sans ambiguïté : « Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société » ! C'est lors de cette manifestation que

des militants peignent sur ladite fontaine le slogan « Place du peuple ».

En fin d'après-midi, ce qui devait arriver arriva. Beaucoup de manifestants ne veulent pas entendre l'ordre de dispersion. Certains veulent en découdre, d'autres veulent voir si l'émeute du 13 mai ne fut qu'un feu de paille. A 18h, quelques pierres s'abattent sur la préfecture ; la riposte policière est immédiate ; la contre-attaque l'est tout autant. Lacrymogènes de dernière génération contre cocktails molotov. Durant sept heures, des affrontements d'une grande violence secouent la ville. On relève plus de 200 blessés, autant policiers que manifestants, si l'on en croit la Préfecture. Les organisations paysannes, à l'initiative de la manifestation, condamnent évidemment ces débordements car la FDSEA et le CDJA ont conscience que dans leur grande majorité, les paysans de Loire-Atlantique sont hostiles à cette agitation urbaine émeutière, à cette grève générale qui entrave le travail agricole, à ces discours révolutionnaires flétrissant le conservatisme social et sociétal, et sont loin d'être convaincus de la nécessité de mêler les revendications paysannes à celles des ouvriers « communistes ».

La création du Comité central de grève

Mais la singularité du Mai nantais ne tient pas seulement à cette unité syndicale ouvrière et paysanne ou à cette image de territoire marquée par la « violence ouvrière » car ce même 24 mai 1968, est mise sur pied une institution singulière, unique en France : un comité central de grève, ce fameux « *embryon* » de pouvoir populaire qui justifierait le fait que l'on convoque la Commune de Paris pour parler du Mai 68 nantais. Constat partagé par le préfet qui, dans un rapport, a souligné que « *seule la Loire-Atlantique a vu apparaître une administration parallèle, animée par les grévistes, embryon d'une prise de pouvoir par les organisations syndicales.* » Qu'en est-il exactement ?

Le Comité central de grève est un organe créé par l'Intersyndicale CGT, CFDT, FO et FEN, bientôt rejoint par les représentants étudiants, qui tient ses réunions en mairie avec l'aval du maire radical André Morice. Il semble que ce soit l'UD FO qui soit à la base d'une telle création.

Son but ? Ecoutons Daniel Palvadeau de la CFDT : « *Répondre aux problèmes matériels posés par la grève généralisée, qui va du ravitaillement des agriculteurs en aliments pour bétail afin d'éviter aux dizaines de milliers de poulets et de porcs de crever, jusqu'à l'approvisionnement en essence des secteurs prioritaires, docteurs, laiteries etc., en passant par la fourniture de courant aux abattoirs pour alimenter les frigos, jusqu'aux ordures à ramasser dans certains endroits pour garantir un maximum d'hygiène.* »

Pour l'anecdote, sachez que les éboueurs, grévistes, ont accepté de ramasser les ordures à la condition que les camions-bennes arborent des drapeaux rouges et une indication soulignant qu'ils n'étaient pas des jaunes !

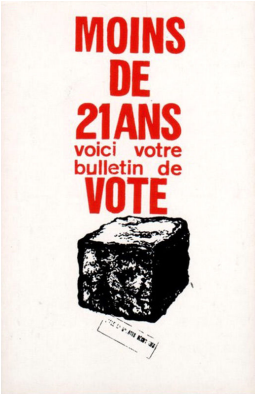
Mais le Comité central de grève ne fait pas que cela : il veille également à ce que les commerçants et les grossistes ne fassent pas flamber les étiquettes ; ceux qui jouent le jeu sont « *autorisés à ouvrir* »… Il organise également en lien avec les organisations syndicales paysannes des ventes directes de produits agricoles de base dans les quartiers populaires, distribue en accord avec certaines municipalités des bons de denrées alimentaires. Le Comité central de grève ne joue pas un rôle politique durant ses trois semaines d'existence mais un rôle social important.

Le 27 mai, le protocole d'accord de Grenelle est connu… et aussitôt rejeté par les travailleurs en grève. 40 000 personnes manifestent dans les rues de Nantes, tandis qu'à Charléty la gauche non communiste discute d'un débouché politique à la crise sociale. Pierre Mendès-France y est remarqué. Dès le lendemain, François Mitterrand annonce sa candidature à la prochaine élection présidentielle et Waldeck Rochet propose la constitution d'un *« gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste* ».

Le 28 mai, alors que la France est paralysée par dix millions de grévistes, des milliers de travailleurs et d'étudiants nantais descendent de nouveau dans la rue, mais en ordre dispersé. Du côté de la CGT et de la CFDT, on a choisi de mobiliser sur la question de la gestion ouvrière de la Sécurité sociale que le pouvoir gaulliste a enterrée l'année précédente par ordonnances ; FO, au nom de l'indépendance syndicale, refuse de s'associer à une manifestation qui est définie comme « *politique* » par ses organisateurs même, et préfère soutenir les étudiants qui en appellent au boycott du référendum promis par De Gaulle !

La riposte gaulliste

Le 29 mai, le Général de Gaulle disparaît. Où est-il ? Nul ne le sait avec certitude. Jamais le pouvoir n'a paru aussi fragile. Mais dès le lendemain, à 16h30, de retour de Baden-Baden et de Colombey-les-Deux-Eglises, De Gaulle annonce à la radio la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation à la fin du mois de juin d'élections législatives. Dans la foulée, des centaines de milliers de personnes envahissent les Champs-Elysées. Le peuple de droite, déboussolé, reprend espoir : l'ordre plutôt que le désordre. A Nantes, ils ne sont qu'une poignée à se réunir, le soir, au monument aux morts et aux tables mémoriales; ils sont bien plus nombreux le surlendemain, 1er juin, à le faire. Là, ce sont 20 000 ou 30 000 personnes qui acclament le Général, conspuent la chienlit, disent « *Oui aux revendications* » mais « non à l'anarchie », mais également *« La France aux Français* », « *Cohn-Bendit à Pékin* ». Des échauffourées éclatent çà et là lorsque le cortège croise des contre-manifestants, lorsque *La Marseillaise* est concurrencée par *L'Internationale*.



Il n'a fallu qu'un discours et qu'un appel aux urnes pour réarmer moralement et politiquement un peuple de droite déboussolé par les événements, rendu aphone et paralysé par la grève générale. Car le gaullisme en Loire-Atlantique, de l'aveu même de ses militants, ce n'était rien de plus que des notables et quelques dizaines de militants, adultes ou jeunes. Ce n'était ni un parti ni un mouvement, mais un rassemblement d'écuries électorales. Des notables qui disparaissent complètement des radars durant tout le mois de mai, au grand dam d'une jeune génération gaulliste, celle de l'Union des jeunes pour le progrès, qui attendaient des anciens qu'ils organisent la Résistance, comme en 1940. L'image peut sembler osée, mais pour certains jeunes gaullistes, stupéfiés par l'effondrement d'une droite manquant totalement de courage politique, elle ne l'était pas.

Les notables ? « *Je n'ai aucun souvenir de les avoir vu mettre la main à la pâte* » dit l'un d'eux ; « *Il y a eu beaucoup de lâches » dit l'autre ; « Nous éprouvions un sentiment d'isolement a peu près absolu » ajoute un troisième. Quant au Préfet Maurice Grimaud, il se déclara sidéré de la « lâcheté des serviteurs les plus prestigieux de l'Etat* ». Pour des jeunes qui considèrent que le gaullisme c'est « *servir la nation et non pas se servir »*, la démission des élites est une pilule dure à avaler.

C'est donc un noyau infime de militants qui tente de laisser vive la flamme du gaullisme durant ce mois de tourmente. Un noyau tellement maigre qu'il se fait aider parfois par des militants d'extrême-droite lors des collages d'affiches ; une collaboration qui fait grincer des dents en interne car certains sont bien peu recommandables. En juin, dans le cadre de la préparation des élections législatives, ce sont des gros bras du milieu nantais, voire des membres du SAC bordelais, qui sont recrutés pour « sécuriser » les collages d'affiches.

Durant ces deux mois, ces militants gaullistes ont collé des affiches, distribué des tracts, peint les murs en jouant sur la peur : la peur du rouge, du communisme, de la chienlit, du désordre. Rétrospectivement, ils ne sont pas très fiers de leur prose de l'époque : pour Henri Gillet « *il s'agissait de réveiller la population qui ne semblait pas concernée* » ; *« Ils remplissaient leur contrat qui était effectivement de faire peur aux gens* » avoue un autre ; ils sont juste heureux d'avoir refusé une proposition de tract dans lequel la judéité de Dany Cohn-Bendit était mise en avant.

Fin du mouvement

Georges Pompidou a habilement repris la main en ce début de mois de juin. Certes la grève générale continue, mais, en coulisses, les partis politiques s'activent pour préparer l'échéance électorale de la fin juin : à gauche, on rêve de conquérir le pouvoir par les urnes et non par la rue. La révolution n'est pas à l'ordre du jour, si tant est qu'elle le fut un jour pour eux.

Dans les entreprises, dans la fonction publique, on se questionne et on vote. Doit-on poursuivre la lutte, « demander l'impossible » ou se satisfaire des promesses de Grenelle en attendant qu'une Assemblée nationale de gauche améliore encore la condition salariale ?

Le 5 juin, le secteur privé est encore majoritairement en grève dans le département, mais le mouvement est entré dans une phase de reflux. La reprise est dans bien des têtes. Les métallos de Chantenay mettent la pression sur les travailleurs des Brasseries de la Meuse pour qu'ils renoncent à reprendre le travail puisqu'un vote en a décidé ainsi. Chez EDF, comme à Indret ou à la Manufacture des tabacs, la reprise est votée à une courte majorité.

A Paris, les CRS évacuent par la force et la violence l'usine Renault de Flins. Nous sommes le 7. Trois jours plus tard, Gilles Tautin meurt noyé dans la Seine dans des circonstances troubles. Pourchassé et frappé par les CRS, il se serait jeté dans la Seine pour leur échapper et aurait été empêché de rejoindre la rive par les CRS. Le 11 juin, c'est Pierre Beylot, ouvrier chez Peugeot à Sochaux qui est tué par balle par la Police. A Nantes, les affrontements furent violents, les blessés extrêmement nombreux mais aucun mort ne fut à déplorer.

Si l'on en croit la Préfecture, au 10 juin, la grève ne concerne plus que les métallos (et ceci de façon massive : 42 000 grévistes sur 45 000) et les enseignants des collèges et lycées. Ailleurs, le travail a repris. On dénombre encore cependant quelques noyaux d'irréductibles dans le bâtiment, la chimie, les industries alimentaires. Chez les pionniers de Sud-Aviation Bouguenais, les organisations syndicales se divisent : la CGT veut consulter les travailleurs, la CFDT juge cela prématuré, tout comme FO (horaires). Finalement, la reprise du travail est votée à une courte majorité (55%) le 13 juin. Vient donc le temps du nettoyage de l'usine : les travailleurs défont les campements, les barricades…

Mais le lendemain ou le surlendemain, personne n'a la tête au travail. On flâne dans les ateliers, on discute en petits groupes ; la direction, judicieusement, ne met pas la pression pour une reprise immédiate de l'activité. Le travail ne reprend finalement que le 17 juin. Le lendemain, chez Guillouard ou à la Nantaise de fonderies, aux ACB et chez Dubigeon, chez Brissonneau et Saulnier-Duval, les ouvriers reprennent le chemin du turbin. Ils devancent de 24 heures ceux de la SFAC Batignolles, les derniers à cesser la grève. Lyrique, le journaliste Michel Scheid écrit à ce sujet ces mots : « Le drapeau rouge y fut descendu le 20 juin au matin. La France tirait un trait sur ses rêves et entrait dans un autre monde. »

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Les 23 et 30 juin 1968 les urnes rendent leur verdict. Les Communards de 1871 étaient tombés sous les balles des Versaillais, les grévistes de mai sont vaincus par les bulletins de vote de leurs concitoyens. C'est à un raz-de-marée gaulliste auquel nous assistons : 358 sièges leurs reviennent sur les 485 en lice. Le parti de l'Ordre a vaincu, au moins temporairement. Le taux d'abstention est resté sta-

ble, à 20%. La gauche n'a donc pas profité du mouvement, d'autant que la majorité civile étant fixée alors à 21 ans, de nombreux étudiants n'ont pas été conviés à voter à cette occasion…

Victoire de la droite certes, mais d'une droite plus divisée que jamais, dont les leaders n'attendent qu'une occasion pour pousser à la retraite le premier d'entre eux, un général fatigué, presqu'octogénaire, sans doute habile manœuvrier mais ébranlé par cette jeunesse insubordonnée et incontrôlable.

Conclusion

Des organisations ouvrières favorables à l'unité d'action et l'expérimentant depuis plus d'une décennie (conflits de 1953, 1955 notamment), prenant en main une partie du ravitaillement de la ville à travers un comité central de grève installé en pleine mairie ; des leaders paysans radicalisés, désireux de sortir du corporatisme et de mêler leurs voix anticapitalistes à celle des autres ; une jeunesse étudiante révoltée, brandissant des drapeaux rouges et noirs et tenant le pavé ; des journées d'affrontements violents au cours desquelles la Préfecture faillit flamber… Tels sont les ingrédients qui forment le Mai nantais et qui expliquent qu'il soit perçu ici et ailleurs comme un Mai d'exception.

Cette configuration singulière ne s'est retrouvée à ma connaissance nulle part ailleurs. Ailleurs, ce furent soit les étudiants, soit les ouvriers qui tinrent le pavé et marquèrent de leur empreinte le Mai de leur territoire : il n'y eut pas de paysans radicalisés à défiler au Quartier latin ni d'étudiants situationnistes à défiler en cortège du côté de Sochaux. Ici, tous les acteurs se retrouvèrent ensemble pour dire non au gaullisme et imaginer, dans le dissensus, une autre société.

La question n'est pourtant pas de savoir si nous étions plus proches de la rupture révolutionnaire à Nantes qu'à Lyon, Toulouse, Vesoul ou Paris, même si pour Yvon Chotard, alors leader du mouvement étudiant, « *ce n'est pas à Nantes que la lutte a été perdue, mais sur le plan national.* » D'ailleurs, Nantes, et plus largement la Loire-Atlantique, devinrent une terre d'élection pour les maoïstes, qu'ils soient « dogmas » ou « spontex ». Certains commencèrent ainsi leur « petite marche » dans l'Ouest…

Ce qu'il me semble intéressant à noter c'est que cette alliance entre ouvriers, paysans et jeunesse radicalisée ou gauchiste s'est poursuivie tout au long de la décennie 1970. Elle s'est matérialisée à travers le maintien de l'unité d'action syndicale ; une unité un peu compliquée à faire vivre jusqu'en 1973, plus aisée ensuite jusqu'à la mise au rencard du programme commun en 1978. Elle s'est matérialisée par la création en 1972 d'un organe de presse militant (APL Libération), bulletin consacré aux luttes sociales ouvrières, paysannes mais aussi à celles menées par ce que l'on appelait les nouveaux mouvements sociaux (féminisme, immigration, antimilitarisme, liberté sexuelle).

Les luttes relatives à l'environnement et au cadre de vie, comme l'opposition au projet de centrale nucléaire du Pellerin ou la lutte pour un accès libre aux bords de l'Erdre, ont rassemblé des militants très différents, tout comme les bagarres pour l'accès au foncier menées par les paysans-travailleurs, ou les actions de solidarité lors de mouvements sociaux (distribution de produits fermiers aux grévistes). L'esprit du Mai nantais ne s'est donc pas éteint en juin. Il s'est maintenu dix ans durant.

Le Centre d'Histoire du Travail

Sauvegarde et gestion des archives ouvrières et paysannes

En 1980, quelques universitaires nantais et des syndicalistes, soutenus par les trois grandes confédérations syndicales ouvrières (CGT, CFDT et CGT-FO), ainsi qu'une quinzaine de mairies de Loire-Atlantique créent le Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail (CDMOT) à Nantes.

La structure est chargée de **recueillir et de mettre en valeur les archives du monde du travail ouvrier et paysan** de la Loire-Atlantique, et de doter le département d'une **bibliothèque spécialisée en histoire sociale**.

Le CDMOT ouvre ses portes en 1981 dans un local situé au dernier étage d'un des bâtiments de la Bourse du travail de Nantes. En 1994, la mairie de Nantes lui propose de prendre place dans le bâtiment Ateliers et Chantiers de Nantes tout juste rénové. Le centre de documentation devient alors le Centre d'histoire du travail (CHT).

Le Centre d'histoire du travail : un éditeur

Depuis 1988, le Centre d'histoire du travail s'est fait éditeur. A côté de son activité fondamentale de sauvegarde et conservation des archives produites par les mouvements ouvrier et paysan, il lui a semblé important de travailler à la **valorisation de la mémoire militante** (témoignages, travaux à caractère scientifique) et **populaire** (histoire locale).

Si le CHT est aujourd'hui connu sur la Loire-Atlantique et au-delà, il le doit beaucoup à cette activité éditoriale.

Entretien avec Catherine Conan

Etablie

Catherine, née en 1946, est étudiante en Anglais. Politisée à la fin de la Guerre d'Algérie, elle rejoint les Comités Vietnam de Base (1), **puis l'UJCML (Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes)** (2) **début 1967. A la fin de l'été, l'organisation maoïste décide d'un tournant et propose à ses militant-e-s de « s'établir » en usine. Catherine, qui s'ennuie à la fac, accepte tout de suite. Comme elle est d'origine bretonne, l'étudiante parisienne se fait embaucher à Nantes.**

Elle travaille à partir de janvier 1968 à la Raffinerie de sucre de Chantenay, la RAF. « C'est Zola », dit-elle. Elle travaille dans un atelier féminin, avec certaines femmes qui parlent encore breton et des jeunes qui ne comptent pas rester. Elle se syndique à la CGT avec sa camarade Jacotte, établie comme elle. Il y a peu d'activités syndicales. En février, l'annonce de la fermeture de l'entreprise en juillet mobilise et les salarié-e-s participent aux diverses manifestations d'avril et mai.

En mai, l'usine occupée

Le 16 mai (2 jours après le début de la grève à Sud-Aviation), lors d'une réunion CGT de l'alimentation nantaise, on discute d'occuper les usines, malgré les discours lénifiants des responsables syndicaux. A la raffinerie la grève débute le 20 mai. Des liens se créent avec les ouvriers des chantiers Dubigeon, proches, mais qui ne parlaient pas aux salarié.e.s de la raffinerie jusque - là. Les anciennes sortent des bancs dans la cour, s'installent avec leur tricot et disent : « En 36, on s'est fait avoir. Cette fois, les gardes mobiles ne rentreront pas ».

Un comité de grève est mis en place. Les femmes y participent. Un débat a lieu sur leur présence lors des nuits d'occupation. Les deux jeunes établies emportent le morceau et la présence des femmes la nuit est acceptée. Elles réussissent à remplacer le vin et la bière par le thé pour tenir pendant les veilles.

La grève durera environ un mois. Le 3 juin les deux militantes maoïstes participeront à la rédaction et à la distribution d'un tract sur les usines voisines pour appeler à la poursuite du mouvement alors que la reprise a commencé. L'usine fermera tout de même, les salarié.e.s étant en partie reclassé-e-s chez Say. L'été arrivant, Catherine participe à la « Longue Marche » des maoïstes qui vont travailler aux champs, à l'invitation de paysans qui souhaitent faire connaitre mai-juin 68 dans les campagnes par les acteurs mêmes.

Et après mai…

L'UJCML ayant éclaté, Catherine, comme la majorité de celles et ceux qui veulent continuer, rejoint la Gauche Prolétarienne, qui va animer le paysage social et politique de l'après - mai par ses actions spectaculaires. Mais le groupe de Nantes, en désaccord avec ces actions et préférant le travail d'implantation sur le terrain, s'éloigne. Il va constituer, avec des militant-e-s de la Voie Communiste (3) et de l'Organisation Communiste Libertaire (OCL)(4), l'Union marxiste de Nantes. Catherine militera ensuite à l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT). Après la dispersion de celle-ci en 1979, elle n'est plus membre d'une organisation politique.

Après une reprise d'études et de nouveaux établissements, elle entre aux PTT, où elle demeurera. Elle y participe aux mouvements sociaux, notamment la grande grève de 1974. Militante à la CFDT, dont elle sera exclue avec bien d'autres, elle adhérera ensuite à SUD. Elle est toujours active à Solidaires, dans divers collectifs. Et elle est toujours là pour manifester une indignation intacte.

50 ans après

Elle considère que le mouvement de mai a été dévoyé par les directions syndicales et que l'on est passé près de quelque chose de plus prometteur. Mais elle a beaucoup appris dans ce mouvement, elle qui se considérait comme peu politisée avant mai. Son souvenir de l'établissement n'est pas négatif comme pour certain-e-s ; il s'est passé dans de bonnes conditions.

Elle ne parlait pas de féminisme en mai, mais défendait la place des femmes en tant que telles dans l'occupation de l'usine. Les préoccupations féministes sont venues plus tard, avec le MLF. Ceci dit, en 1971, quand elle était établie chez Chantelle, elle intervenait beaucoup sur les questions avortement-contraception.

Catherine retient principalement du positif de mai : « la capacité des gens à devenir autre chose que ce qu'ils sont dans la société capitaliste ». Elle en retient les mots de « liberté, joie, bonheur ». Il n'y avait plus de barrières entre les gens. « Nous étions dans le même bateau, un bateau superbe ».

Notes

1- La lutte contre la Guerre du Vietnam est alors un thème essentiel dans la radicalisation de la jeunesse. Les Comités Vietnam de Base (CVB) sont animés par les militants maoïstes et le Comité Vietnam National par les militants de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR). Les deux collectifs comprennent aussi des intellectuels de la gauche non communiste comme Laurent Schwartz et Pierre Vidal-Naquet.

2- L'UJCML est alors la principale organisation d'extrême gauche, construite à partir d'une scission de l'Union des Etudiants communistes et implantée dans la prestigieuse Ecole Normale de la rue d'Ulm à Paris sous l'influence intellectuelle du professeur Louis Althusser (resté lui au PCF). Ayant dédaigné les manifestations étudiantes de mai, jugées « petites bourgeoises », l'organisation éclate à la fin de l'été 68.

3 - La Voie Communiste, à partir de 1958, est une revue d'oppositionnels communistes proches des positions trotskistes. Elle est animée par Denis Berger, très impliqué dans le soutien aux anticolonialistes algériens, y compris pour des tentatives d'évasion.

4 - L'OCL est issue de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA), fondée en 1967. Elle se définit comme mouvementiste.

Entretien avec Yannick Guin

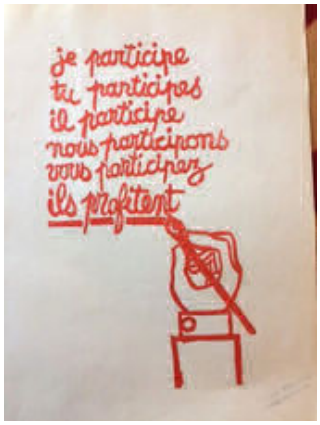
Des origines ouvrières

Yannick est âgé de 25 ans en mai 68, est marié et a une petite fille. Il fait un DEA d'histoire du droit à l'Université de Nantes, toute récente. Il n'y a que 75 étudiant-e-s en DEA de droit, dont deux seulement, de milieux modestes, adhèrent à l'UNEF. Le père de Yannick est ouvrier ajusteur aux chantiers de Saint-Nazaire ; il a fait grève en 36, il adhérait alors à la CGT ; après le pacte germano-soviétique de 1939, il rejette le PCF. Il est ensuite syndiqué à Force Ouvrière et vote de Gaulle après 1958. Sa mère militait dans les associations familiales avec des curés de gauche (dont un qui a participé aux manifestations de rappelés au début de la Guerre d'Algérie) (1). Un frère, fraiseur à Saint-Nazaire, est revenu d'Algérie en 1961 et lui a raconté certains épisodes de ses années d'armée qui ont sensibilisé Yannick.

Nombre d'étudiants d'origine populaire et ayant des liens directs avec le monde ouvrier comme lui seront actifs dans le mouvement.

Libertaire, universitaire, historien, élu socialiste

Les questions internationales jouent un grand rôle dans la radicalisation de ces années, notamment la guerre du Vietnam, les mobilisations étudiantes dans le monde, les actions des étudiants américains. Yannick s'y intéresse comme ses camarades. Il est particulièrement sensibilisé par la lutte contre la dictature franquiste en Espagne et révolté par le coup d'Etat des colonels en Grèce d'avril 1967. Il avait visité le pays en 1964 en 2cv, comme beaucoup à l'époque. Le collectif « L'autre Grèce » le contacte pour organiser la solidarité à Nantes, où un gala de soutien à la résistance grecque se déroule au théâtre Graslin (avec Maria Farantouri).



Quand arrive mai 68, il est donc à l'UNEF, dominée localement par des courants libertaires depuis 1967. Sans être membre d'une organisation, il se sent proche de l'esprit libertaire qui parcourt le mai nantais, rebelle aux institutions, aux staliniens du PCF aussi. Dans l'après mai, il est membre de l'Organisation Communiste Libertaire (OCL), petite organisation, mais qui compte dans ses rangs l'écrivain et militant anarchiste Daniel Guérin (2). Le collectif de Nantes l'invite d'ailleurs pour un débat. Les militant-e-s nantais-e-s ont le contact avec un petit groupe de républicains espagnols. Lorsque Guérin est exclu de l'OCL en 1974, Yannick, qui en est proche, quitte l'organisation.

Devenu universitaire à Nantes, il se consacre sur le plan militant à des rencontres avec des syndicalistes de divers pays (Grande-Bretagne, Suède, Italie, Allemagne) pour la défense de la navale, déjà menacée. Il prend contact avec Jean-Marc Ayrault, alors maire de Saint-Herblain, afin d'obtenir une salle pour ces réunions.

Il adhère au Parti Socialiste en 1982 et y rejoint le courant Poperen (3), situé à la gauche du PS. Il a participé à la création du Centre d'Histoire du Travail de Nantes, inauguré en janvier 1981 en présence de toute la gauche, syndicale et politique. Après la victoire de la gauche aux élections municipales de 1989 à Nantes, il devient adjoint au maire, chargé de la culture et des rapports avec le personnel jusqu'en 1995, puis de la culture ensuite. Il sera élu municipal jusqu'en 2014 et conseiller régional de 1998 à 2004. Il est toujours membre du PS.

A côté de ses activités militantes, Yannick Guin est historien du mouvement ouvrier et a notamment écrit dans les derniers mois de 68 un ouvrage très lu dans la gauche radicale de ces années - là. Son titre a été choisi par l'éditeur, François Maspéro (4) : « ***La Commune de Nantes*** ». C'est aussi ce qui renforce l'intérêt de son témoignage sur le mai nantais.

Un mai ouvrier

Dès avant 68, des luttes ouvrières l'annoncent en Loire Atlantique. A l'été 1967, les ouvriers mensuels des chantiers navals de Saint-Nazaire sont en grève six semaines sur les salaires (5). Dans les mois qui suivent, des contacts ont lieu entre les organisations ouvrières et paysannes, rejointes par les étudiant-e-s de l'UNEF en décembre 67. Elles organisent une mobilisation pour la défense de la sécurité sociale en janvier 1968, puis préparent à partir de mars des manifestations sur le thème « ***L'Ouest vivra*** » dans la plupart des villes du grand Ouest. Elles ont lieu le 8 mai 68 et rassemblent 150 000 personnes, dont 10 000 à Nantes. Cette mobilisation, significative des difficultés particulières de la région à un moment où le chômage commence à s'y étendre, va aider au déclenchement des grèves.

En effet, c'est à Nantes le 14 mai, lendemain de la journée de grève générale contre la répression, que débute la première grève ouvrière de mai 68, celle de Sud Aviation à Bouguenais, près de Nantes. Elle durera plus d'un mois. Dans les jours qui suivent, les autres grandes entreprises sont occupées et, fin mai, les grèves sont massives en Loire Atlantique.

La forte participation du mouvement paysan représente un autre aspect significatif du mai nantais. Les agriculteurs, de plus en plus en difficulté, deviennent des salariés. Le mouvement des paysans-travailleurs, animé par Bernard Lambert, militant du PSU, leur propose de rejoindre les organisations syndicales. Ils seront dans l'action, venant manifes-

ter avec leurs tracteurs, et aidant au ravitaillement des grévistes.

A signaler que la gauche chrétienne a joué un rôle important dans la région, avec ses organisations de jeunesse, la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), mais aussi les étudiants de la JEC, les ruraux de la JAC. Sans oublier le MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne). Des militants comme Gilbert Declercq ou François Le Madec sont issus de ce milieu. Ces origines chrétiennes facilitent les prises de position autogestionnaires et aident à la liaison avec le mouvement étudiant.

Un mai libertaire

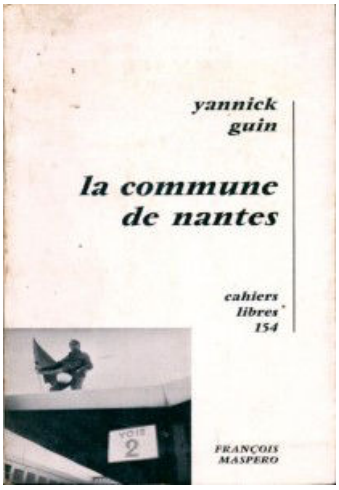
Au sein de ce mouvement de la jeunesse, les idées libertaires ont le vent en poupe, liées à une ancienne tradition anarcho-syndicaliste nantaise, mais aussi à des éléments nouveaux dans la situation. Il y a des revendications matérielles de jeunes étudiant-e-s issu-e-s de milieux modestes, comme à propos des bourses, payées avec retard au premier trimestre de l'année scolaire 1967-1968, ce qui provoque un fort mécontentement. Par ailleurs, le milieu de la jeunesse scolarisée est alors très sensible aux révoltes ailleurs dans le monde, à la guerre du Vietnam…Enfin, il y a un rejet des phénomènes de répression dans la société des années soixante.

Une des premières mobilisations étudiantes pré-68 concerne d'ailleurs la mixité dans les cités universitaires. Des actions d'occupation se déroulent en décembre 1967, animées notamment par Juvénal Quillet. Depuis plusieurs mois, l'UNEF de Nantes est dirigée par un groupe proche des situationnistes strasbourgeois (6) se situant dans la mouvance libertaire. Yannick Guin est en désaccord avec eux sur leur critique radicale du syndicalisme, qu'il défend. Une des raisons du changement de majorité est la mollesse du soutien du syndicat étudiant, dirigé par les jeunes communistes de l'UEC (7), aux grévistes de Saint-Nazaire l'été précédent. Le 14 février 68, 1500 étudiants occupent le Rectorat, c'est un succès. Ils sont ensuite très violemment chargés par la police. Enfin, peu avant mai, le Préfet Vie pousse le Conseil Général de Loire-Atlantique à retirer une subvention à l'UNEF, ce qui contribue à accroître la radicalisation. Il reviendra dessus après la forte manifestation du 13 mai.

Le mouvement étudiant a tissé des liens avec le syndicalisme ouvrier, notamment par l'intermédiaire de Force Ouvrière, depuis l'hiver précédent. Ces liens se maintiennent durant le mois de mai, malgré des différences d'appréciation, notamment avec la CGT. Etudiant-e-s et lycéen-nes participent à toutes les manifestations avec les syndicats ouvriers et le mouvement paysan. En plusieurs occasions, ils tentent de déborder le cadre prévu et s'affrontent à la police. Ce fut surtout le cas le 13 mai, où la Préfecture est un moment occupée, et le 24 mai. Le Préfet Vie admettra d'ailleurs plus tard avoir demandé au Ministère de l'Intérieur l'autorisation de tirer sur les manifestant-e-s, qui lui fut refusée.

Après le discours de de Gaulle du 30 mai et le début de reprise en mai, il y eut des heurts violents en ville, notamment lorsque les gaullistes manifestèrent et lors de contre-manifestations de partisan-e-s du mouvement. Une ambiance de pré-guerre civile en quelque sorte.

La Commune de Nantes ?



Ce fut le titre, donné par l'éditeur, du livre que Yannick a consacré aux événements ; Ce titre s'inspire d'un aspect du mai nantais qu'on n'a pas retrouvé ailleurs : à partir du 24 mai, pendant quelques jours, un Comité central de grève rassemble les divers syndicats à l'initiative de FO. Ce Comité prend en main des questions de vie quotidienne comme l'hygiène publique ou le ravitaillement. Il délivre des bons d'essence par exemple.

Certains y ont vu un embryon d'autogestion, de prise du pouvoir par les organisations syndicales. D'autres considèrent qu'il s'agissait de gérer la pénurie en lien avec la Mairie. Yannick penche plutôt pour cette interprétation, considérant que le titre de son livre, « La Commune de Nantes », dépasse tout de même un peu la réalité.

Cependant, il considère que, au moins pendant trois jours, les 27, 28, 29 mai, il y eut vacance du pouvoir. Le départ pour Baden-Baden du général de Gaulle le 29 étant significatif de cette période. Yannick estime que cet épisode montre que « le pouvoir peut s'évaporer » et ajoute : « Rien que pour cela 68 méritait d'être vécu ». Durant ces journées, il a constaté que, partout dans la ville, on discutait jusque très tard le soir, on refaisait le monde.

50 ans après…

Yannick Guin n'a pas la vision que donnent certains anciens soixante-huitards comme Goupil ou Cohn Bendit. Pour lui, l'essentiel de mai 68 a résidé dans la liaison des forces populaires. Mais un grand rendez-vous a été manqué entre les couches intellectuelles, les paysans, les ouvriers. Le PCF et

la direction de la CGT ont œuvré à l'empêcher. De l'autre côté, le mouvement a manqué de maturité politique.

Les conservateurs libéraux ont bien compris le danger et ont mené leur contre-offensive pour disloquer les rapports collectifs dans l'entreprise et la société. Tout en opérant les réformes sociétales pour dénouer des blocages qui avaient joué un rôle dans la radicalisation de la jeunesse des années soixante (exemple des réformes de Giscard).

Il conclut ainsi : « *Aujourd'hui, dans les conditions historiques, européennes et mondiales, que faire ? Un 68 n'est pas possible, on a raté le coche à l'époque. Ils ont détruit les solidarités. Il faut réfléchir plus que jamais à ce que voudrait dire une révolution démocratique à la surface de la planète. Pour réduire les écarts sociaux. Pour que les un-e-s et les autres puissent vivre. Les acquis sociaux du passé sont en danger* ».

Notes

1 - En 1955 et 1956, dans diverses villes, des rappelés qui partent pour l'Algérie manifestent leur refus de la guerre.

2 - Daniel Guérin (1904-1988) fut une figure de l'extrême gauche française. Proche des trotskistes dans les années 1930 et auteur d'excellents ouvrages sur le fascisme, il devint ensuite communiste libertaire. Ayant écrit plusieurs livres à ce sujet, il exerce autour de 68 une grande influence dans les milieux anarchistes. Il a également participé aux luttes des homosexuels dans l'après 68.

3 - Jean Poperen (1925-1997), membre du PCF jusqu'en 1959, puis du PSU jusqu'en 1967, rejoint le Parti Socialiste, où il anime un courant de gauche dans les années 1970-1990.

4 - François Maspero (1932-2015) fut l'éditeur des ouvrages d'extrême gauche et anticolonialistes dans les années 1960-1980. Il fut un temps membre de la Ligue Communiste à partir de 1970.

5 - Saint-Nazaire a été le théâtre de nombreuses luttes, souvent dures, dans les années cinquante. En 1955, lors d'une manifestation à Nantes, un ouvrier, Jean Rigollet, est tué, ce qui marquera la conscience ouvrière locale.

6 - À Strasbourg, en 1967, un an avant la grève généralisée en France, les situationnistes deviennent majoritaires dans la section locale de l'UNEF. Ils éditent *De la Misère en Milieu Étudiant*, pamphlet qui joue un rôle dans la radicalisation de la jeunesse. Il s'agit d'un mouvement de tendance libertaire, qui dénonce « la société du spectacle » (titre d'un livre de Guy Debord, un des intellectuels du mouvement).

7 - L'UEC est l'Union des Etudiants Communistes, secouée dans les années 60 par diverses crises. Elles ont abouti à des scissions qui ont vu naître une partie des organisations politiques d'extrême gauche, notamment la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (qui donnera naissance après 68 à la Ligue Communiste) et l'Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes, organisation maoïste, dont sera issue après 68 la Gauche Prolétarienne entre autres.

Entretien avec Claudine Jegourel

Claudine n'avait pas encore 17 ans quand elle est arrivée, en septembre 1967, à Nantes, comme interne en Prépa Lettres au lycée Guisthau. Pour la jeune élève brillante qui vient de passer trois années d'internat au lycée de jeunes filles de Vannes - « *c'était presque le Couvent* » en sourit-elle aujourd'hui, rappelant qu'il y était *« interdit aux filles de porter un pantalon et même de relever ses manches de blouse pour profiter du soleil, sans parler évidemment du maquillage sous peine de se voir interdire la sortie bimensuelle dans sa famille.* » - le lycée nantais est l'occasion offerte de combler ses parents enseignants en réussissant ses études.

C'est pourtant au lycée de Jeunes filles de Vannes que Claudine vivra un tout premier engagement militant : « *Aussi surprenant que cela puisse paraitre pour moi qui suis issue d'une famille laïque libre-penseur, au lycée de Vannes je fréquentais et appréciais l'aumônerie du lycée pour les campagnes contre la faim dans le monde qu'il nous permettait de mener. Une première ouverture contre les injustices du monde. Mais, quelle surprise de découvrir les conditions de vie et d'opulence de certaines familles qui pourtant nous accueillaient pour qu'on lustre leur argenterie en échange de quelques francs pour la campagne contre la faim*».

Mais revenons à Nantes. « *En prépa on ne prenait que les meilleur.e.s élèves, filles et garçons. Je me suis retrouvée dans un milieu huppé que je ne connaissais pas du tout, confrontée avec des enfants de la haute bourgeoisie nantaise baignant dans une culture générale, cinéma, opéra, musique, etc.. qui n'était pas du tout la mienne. Quelle surprise aussi pour la jeune fille timide que j'étais d'entendre mes collègues se donner rendez-vous au café et m'y inviter…. ce qui à Vannes aurait entrainé mon exclusion définitive du lycée. Au début j'ai vraiment ramé. Assez vite je me suis rapprochée de deux amies aux parents communistes ».*

En même temps qu'elle suit les cours en Prépa, Claudine est inscrite en première année de lettres à la faculté de Nantes. Inscription sécurité pour valider une année universitaire en cas d'échec ou de difficulté en prépa. Et elle y côtoie un public bien différent, des enfants de la classe moyenne comme elle, mais aussi des enfants de paysans et d'ouvriers, avec lesquels elle se sent beaucoup plus en osmose. Mai 68 la rapprochera encore plus de l'Université.

Mai 68

Très vite, avec ses amies, elle se démarque du PC, trop timide et timoré, pour découvrir les expériences et dirigeants révolutionnaires si proches, Cuba, le Che bien sûr, mais surtout la lutte du peuple vietnamien et la Chine communiste de Mao. « *Très vite je me retrouve avec les militants de l'UJCML et avec eux/elles je décide que je serai dans le camp du peuple* ».

Le 10 mai, le lycée Guisthau ferme. Avec l'internat. Mais Claudine ne rentre pas dans le Morbihan. Elle écrit à ses parents : « *Il se passe ici des choses super intéressantes. Je reste à Nantes* ». Elle trouve une chambre en Cité Universitaire à Chanzy comme « passagère » et se lance à corps perdu « *au service du peuple* ».

Plus que les grandes manifestations, Claudine se souvient de la découverte de la ville ouvrière et de ses quartiers « *le Breil, avec les paysans, pour vendre des pommes de terre à prix coûtant* », les marchés où elle « *abandonne définitivement son hyper timidité pour accoster et s'adresser aux gens* ». «- *Ca repart comme en 55* » y entend-elle. « *Jamais je n'avais autant marché, pas de voiture ni de transport en commun, Chanzy, la fac, les quartiers, les manifs. Quel enthousiasme* »

« *A la réouverture du lycée, en juin, je me souviens qu'on étudiait « Les Précieuse ridicules ». Vraiment ridicule, en effet, me suis-je dit, alors qu'on a la révolution à faire* ». « *L'intuition que j'avais que je ne ferais jamais partie de la haute bourgeoisie* » devint *« une certitude assumée* ». «*Il fallait que les ouvriers et les paysans aient le pouvoir* ». Pour Claudine, c'est aussi une rupture de fait avec ses parents et leur rêve de voir leur fille réussir une carrière universitaire brillante. « *Je ne voulais pas devenir une intellectuelle coupée du peuple, ni cheffe ni chien de garde du peuple. Ils ne pouvaient pas comprendre, contrairement à mon jeune frère qui me rejoindra à Nantes. Mais j'étais toujours mineure et mon père savait me le dire* ».

A la rentrée de septembre, Claudine s'inscrit en deuxième année à la fac de lettres et trouve une chambre à la Cité universitaire pour filles de la Bourgeonnière. Sa priorité c'est désormais son engagement politique, en attendant de pouvoir enfin choisir de travailler en usine. « *La révolution culturelle était une clé lumineuse pour comprendre la société et le monde et se mettre réellement au service du peuple* ».

Mandat d'arrêt

Pour les militant.e.s maoïstes, la faculté de Nantes, excentrée dans le nord de la Ville, est un ghetto universitaire pour couper encore davantage les intellectuels du peuple. *« Et la non mixité des Cités U, avec un gardien chargé de vérifier les entrées et sorties, un ghetto dans ce ghetto* ». « *Les situationnistes, très implantés en 68/ 69 à la fac de Nantes, seront à l'initiative des mobilisations pour la libre circulation dans les CitésU. Et comme j'étais en Cité U, je me suis re-*

trouvée en première ligne ».

« *Nous avions décidé d'envahir massivement la Cité de la Bourgeonnière pour imposer la libre circulation et nous nous sommes retrouvés à plusieurs dizaines à envahir les halls et à manifester dans les couloirs, après avoir enfermé le gardien en murant son bureau avec des bacs de plantes vertes. A son arrivée, le directeur du CROUS m'interpelle : « Si vous étiez ma fille, je vous flanquerai une claque* ». *Ma réponse fuse* : « *Pauvre con* » ».

Ca aurait pu en rester là, mais nous sommes en 69, on ne badine pas avec l'ordre moral, la police est appelée et plainte est déposée. « *Je me retrouve avec un mandat d'arrêt, puis en garde à vue 48h à l'hôtel de police avant d'être inculpée pour « incitation à l'émeute », « violence contre le gardien », « insulte à fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions » et « dégradation de monuments publics » – des graffitis avaient été écrits sur les murs - et emprisonnée à la Maison d'arrêt de Nantes. Heureusement les camarades, dont mon propre frère, trouvent un avocat, M° Le Mappian (père), dont les interventions permettront que je sois libérée après quand même une semaine d'incarcération.*

Cette courte détention ne sera pas dut tout un drame pour moi, contrairement à Jacqueline, une amie elle aussi incarcérée quelques jours, mais une expérience que je décidai de vivre à fond.

- Voulez-vous travailler ou rester en cellule ? » me demande-t -on.

Bien sûr que je veux travailler pour pouvoir discuter avec les autres femmes emprisonnées. Et me voilà à repasser et surtout à mieux connaitre ces femmes du peuple détenues. Je me suis même, moi la laïque, portée volontaire pour aller à la messe, détenus hommes d'un côté, femmes de l'autre. Mais surtout le seul endroit de la prison où femmes et hommes pouvaient s'apercevoir *(pas question de se cotoyer).*

Dans mon souvenir un rideau nous séparait : on (les femmes) était arrivée avant les hommes, on avait arrangé les fleurs et les chaises, on avait installé le rideau, (comme dans une chambre d'hôpital) et les hommes étaient arrivés après. Ca laissait un peu de mou pour s'apercevoir, le curé n'étant pas un mauvais bougre, et après la messe une fois que les hommes étaient repartis on (les femmes bien sûr)avait fait le ménage!! Bref c'était un espace très relatif de liberté...».

Un an plus tard, à son procès et en présence de son père, Claudine sera relaxée des quatre chefs d'accusation. Le lendemain, elle est au premier rang d'une manifestation contre la répression.

Féministes ces mobilisations pour la mixité?

« Pas revendiquées comme telles. La mixité était revendiquée par les filles et les garçons au nom de la liberté en général, pas spécifiquement pour les filles. Et aussi au nom du partage des rôles et des responsabilités, de l'égalité en général dans tous les domaines. D'une certaine façon, en Maison d'arrêt, je m'étais retrouvée avec la même problématique hommes d'un côté femmes de l'autre, accentuée par la privation de liberté

Sans spécialement faire référence aux féministes de l'époque. Mais c'est peut-être une impression personnelle? Certaines étaient plus avancées que moi dans ce domaine ». Un peu plus tard, évoque Claudine, nous allions découvrir les féministes américaines avec curiosité.

En 1971, Claudine a 21 ans. Majeure, elle peut enfin décider seule ce que sera sa vie. La cause du peuple la verra pendant 12 ans en usine, Cassegrain, puis Brissonneau, le regroupement politique Vent de la Zone, l'engagement syndical. Après deux licenciements économiques, elle choisit de devenir contrôleuse du travail, métier qu'elle exercera pendant trente ans. Et qui la verra même en 2005, en sourit-elle encore, « *contrôler la sécurité dans les ateliers de la Maison d'arrêt de Nantes ; près de quarante ans après ma ….première visite* ».

Claudine est aujourd'hui retraitée. Toujours syndicaliste et militante. Et c'est une fidélité sans faille au combat pour l'émancipation qui l'a conduite à adhérer au NPA et à rester fidèle à son engagement de jeunesse. Aux côtés du peuple.

Mémoires d'un témoin,
par Jean-Louis Peyron

Assistant dans le "Supérieur", j'avais 27 ans en 1967 . Avec mes camarades, nous formions un groupe de réflexion théorique et d'action politique lié au journal "La voie Communiste". La quasi totalité de ceux-ci étaient étudiants ce qui facilita grandement les choses pour la suite . Jusqu'en 67, notre activité principale se situait autour de l'action du Comité VietNam National .

Personnellement, mon activité était double :
- aider le mouvement étudiant par l'intermédiaire du SNE-Sup.,
- présence dans le petit groupe d'initiateurs et animateurs politiques ayant débouché sur la conquête de l'AGEN-UNEF (débats sur les choix tactiques et idéologiques, confection et tirages de tracts par dizaines de milliers dans le sous-sol du RU Ricordeau, animation des Comités d'Action pour la jonction avec les ouvriers et les agriculteurs, etc...).

Un témoignage qui se veut non lénifiant

Quoi de plus naturel, à propos d'un anniversaire politique, que de faire un petit détour sur une fonction du récit historique? Je m'inspire de l'introduction du livre de Michèle RIOT-SARCEY : « *Le réel de l'utopie* » .

« Là, le sens de l'histoire se dessine à travers la signification donnée à l'événement dans l'après-coup; le sens de l'événement apparaît dans l'interprétation de l'événement suivant ».
En suivant les traces de D.Cohn-Bendit jusqu'à Macron, Mai 68 n'aurait été qu'une poussée libertaire pour accoucher du néo-libéralisme. Dans ce genre de récit, « *La Commune de Nantes* » passe à la trappe et « *les vérités respectables ne sont que des mensonges* » (Guy Debord cité par Y.Haenel dans « Le Monde » du 9 Mars).

Je vais essayer de marquer **la singularité** de « La commune de Nantes » par quelques éléments clefs :

- un Comité Central de grève qui ne s'est pas limité à la gérer en instituant pour un temps bref une **situation de double pouvoir,** puisqu'il assuma la gestion des bons d'essence et de ravitaillement, organisa les barrages aux portes de la cité et les brigades de surveillance, etc....

- confirmation d'une dynamique unitaire initiée en Mars entre ouvriers et paysans (grâce au remarquable B.Lambert) avec la participation des étudiants. La vieille opposition était rompue.

- occupations d'usines musclées, avec des systèmes d'auto-défense efficaces (en particulier à Sud-Aviation de Bougenais). La détention du directeur de Sud-Av, **pendant 16 jours,** prend toute sa dimension en regard du battage fait pour une chemise de DRH déchirée à Air France !

Certes ce n'était pas une révolution mais bien une insurrection.

En tant que co-acteur des événements, j'ai pu en tirer quelques enseignements au-delà du factuel :

1.Autonomie ouvrière et créativité

Ce ne sont pas les étudiants qui apportèrent des barres à mine pour desceller les pavés ni, comme à Sud-Av. confectionnèrent des lance-projectiles d'acier grâce à de l'air comprimé, ni soudèrent des portes ! Cette créativité fut accompagnée de souvenirs ou de mythes (peu importe), par exemple le bruit courait que des CRS avaient été jetés à la Loire lors d'affrontements passés. « L'enfoui » refaisait surface.

2.L'impensable unité

Elle allait des anarcho-syndicalistes (FO) aux cathos de gauche (CFDT), en passant par les staliniens (CGT). Alors que nous subissons le triste spectacle des divisions en tous genres, une réelle unité ouvrière a fonctionné avec, en prime, la participation paysanne et étudiante.

Les raisons de ce « miracle » :
- en Loire-Atlantique, la social démocratie ancienne (FGDS) et nouvelle (PCF) n'était pas assez puissante pour contrôler le mouvement, en particulier en milieu étudiant (j'y reviendrai plus loin),
- aucune composante n'était en situation d'hégémonie,
- le "ras le bol" a donné une poussée « d'en-bas », suffisante pour convaincre les directions syndicales.

3.La radicalité étudiante

Ce n'est pas le lieu, ici, d'analyser les facteurs mondiaux des révoltes des jeunes et des étudiants. Au-delà de ces éléments objectifs, quelles étaient les sources de la radicalité nantaise dont l'admission des « zonards » comme membres de l'AGEN-UNEF fut une preuve éclatante?

a) Le PCF avait perdu le contrôle de l'UNEF (par l'intermédiaire de l'UEC). Hamon et

Rotman l'analysent très bien dans leur livre sur 68 : l'UEC avait subi une crise profonde en interne par des oppositions fortes de sa droite et de sa gauche et celle-ci fut accentuée par le dynamisme de mouvements de masse anti-impérialistes autonomes (Comités Viet-Nam par ex, plus réels que le « *Mouvement de la paix* »). A Nantes, jusqu'en 66, l'UEC comptait pas loin de 100 membres !

Le contrôle social-démocrate cassé **politiquement,** une porte s'entrouvrait .

b) Un groupe composite s'emparait alors de l'AGEN-UNEF dans la foulée de Nanterre et de Strasbourg. L'apport idéologique des situationnistes fut indéniable car « la fin de l'Université bourgeoise » avait beaucoup plus d'impact... et de radicalité que la sempiternelle rengaine de la démocratisation. L'UEC était larguée, ainsi qu'un groupuscule comme la FER (branche étudiante de l'OCI lambertiste). Un groupe d'environ 15 personnes avait suffi pour changer la donne...

c) L'apport de cette radicalité

L'existence d'une « force de frappe » de 4000 à 5000 jeunes a permis beaucoup de choses :
- la prise d'assaut de la Préfecture le 13 Mai malgré la consigne de dispersion des centrales ouvrières. A sa suite, le succès « revendicatif » obtenu par les étudiants donna des idées et le lendemain Sud-Av. fut occupée;
- la constitution de Comités d'action pour faire la jonction avec la classe ouvrière, pour aller à la porte des boites et encourager la poursuite de la grève et des occupations.

En conclusion : une petite minorité peut avoir beaucoup d'effets et des victoires idéologiques et politiques font partie de la dialectique de création d'un mouvement de masse.

4) "La ligne juste "

Il faut être modeste quant au pouvoir auto-réalisateur du Verbe. Il est facile de constater, à la lecture des tracts étudiants, le gouffre séparant l'énoncé idéologico-politique et la teneur des revendications L'idéologie était radicale («*fin de l'Université*») et les revendications basiques (mixité dans les cités U, bourses, subventions , etc.). J'y ajouterais même la performance du pieux mensonge!... quand le slogan « *Libérez nos camarades* » (alors que nul n'était détenu) favorisa, le 13 Mai, le débordement vers la Préfecture !

Le Verbe n'a pas de justification en soi mais ne devient chair que par la réalité qu'il crée en dynamitant le spectacle .

Pour clore en s'amusant : dans la pelouse située devant la fac de Lettres, un Monsieur digne interpelle un manifestant qui avait festoyé à l'intérieur :
- Que faites vous là ?
- Et vous qui êtes vous ?
- Le doyen .
- Et moi, Louis XIV ! (le zonard avait une longue chevelure noire bouclée)

Jean-Louis Peyron - Avril 2018

Notes :

AGEN-UNEF : Association Générale des Etudiants Nantais
RU : restaurant universitaire
SNESup : Syndicat de l'Enseignement Supérieur
Michèle RIOT-SARCEY : historienne, membre, à l'époque, de "La Voie Co."

Réflexions sur la grève, en cours, des cheminots

Une issue favorable de celle-ci passe obligatoirement par l'élargissement en direction de la population . Pour cela, il est nécessaire de sortir du cadre strictement syndical :

- à travers la défense des services publics, faire émerger le sens d'une lutte pour "les communs" .
- l'apport du rail à la transition écologique doit amener à la remise en cause d'une logique comptable des coûts . De ce point de vue, la société doit de l'argent à la SNCF !
- mise en place de comités de soutien (nécessaires contributions à une caisse de grève)
- soutien actif de tous les autres syndicats professionnels .

Entretien avec Marie-Thérèse et Jean-Louis Chausset

Mai 68 à La Baule

Marie-Thérèse est arrivée à la Baule avec ses parents en 1959. « *De l'autre côté des voies SNCF* », « *dans les maisons, plutôt cabanes Abbé Pierre* », sourit-elle aujourd'hui se rappelant *« comme on a eu froid l'hiver 1963* ». A l'âge de 16 ans, Marie-Thérèse a commencé à faire des ménages, comme sa mère. En 1967, elle rejoint l'ACO (1) et l'APF (2) et adhère au PSU, *« le parti de l'autogestion* ».

Jean-Louis est arrivé à La Baule en 1962, « *pour rejoindre Marie-Thérèse* », avec qui il se mariera en 1964. Lui qui avait d'abord travaillé dans le jardinage, dès 1956, va alors devenir ouvrier du bâtiment. Très vite il se syndique, à la CFTC puis à la CFDT. En 1966, Marie-Thérèse arrête de travailler pour élever les enfants « *leur garde m'aurait coûté plus cher que mon salaire !* ».

Jean-Louis se rappelle les trois semaines de grève de 1964, à quelques semaines de son mariage, « *à l'époque où les staliniens cassaient les luttes* ». Très vite il devient de fait la référence syndicale et n'échappe pas à un « *anti-syndicalisme patronal très fort* », pour ne pas dire féroce. Il représente son syndicat du bâtiment à l'Union locale CFDT La Baule/Saint-Nazaire, ce qui n'est pas toujours simple pour la vie familiale : « *On avait nos trois enfants, et souvent Jean-Louis partait chaque matin au boulot dès 6 heures pour ne rentrer qu'après les réunions syndicales, parfois à près de deux heures du matin. Pour les enfants c'était difficile* », se rappelle Marie-Thérèse. En 1967, quelques jours après Marie-Thérèse, Jean-Louis adhère aussi au PSU.

La question de *« l'association des femmes aux bagarres syndicales* » a très vite été posée, se souviennent Marie-Thérèse et Jean-Louis « *Et d'une drôle de façon* ». Des collègues se plaignaient des « *conflits à la maison* » quand la grève se prolongeait, « *mais qu'est-ce qu'il t'a donc fait ton pov'patron ?* ». On était en 1964, « *un copain de l'UL CFDT a eu la bonne idée de proposer que les femmes soient invitées aux réunions syndicales* ». « *Bien peu sont venues. Et pourtant ça a commencé à faire bouger car on y a discuté de ce qui se passait dans la boîte mais aussi de ce qui se passait à la maison* » poursuit Marie-Thérèse.

« Mais c'est beaucoup plus tard, au début des années 70, qu'un vent d'émancipation fera émerger des groupes de réflexion de femmes. A La Baule, le groupe femmes regroupe surtout des travailleuses militantes du PSU et de l'APF, on y discute de comment *se libérer de l'emprise des hommes, du partage des tâches ménagères, et très vite de notre sexualité et de notre libre choix* ».» précise Marie-Thérèse.

Mai 68

« Mai 68, au début, ce fut d'abord l'occasion de porter les revendications dans toutes les boîtes de La Baule. La plus grosse entreprise de mécanique ne comptait que 250 salariés, les autres étaient beaucoup plus petites, notamment dans le bâtiment ». « Il fallait d'abord avoir un lieu pour se retrouver : la salle des fêtes est occupée et devient le siège du comité intersyndical de grève de La Baule ».

Chaque matin, les syndicalistes font la tournée des boites et entrainent les ouvriers à la salle des fêtes. *« Incroyable comment ça avançait dans les têtes* » se souvient Jean-Louis évoquant ce voisin *« plutôt d'extrême-droite* » qui frappa un soir à la maison et lui demanda « *qu'est-ce qu'on peut faire dans notre boîte ?* ». «*Pour les militants* », en sourit encore Jean-Louis, « *c'était plus facile, les gens qu'il fallait tirer auparavant, marchaient désormais devant. Et les revendications salariales laissaient la place aux débats sur la nécessité de changer la société ».*

« *Beaucoup d'ouvriers occupaient les usines ou étaient rassemblés devant* », se souvient Marie-Thérèse. « *Chaque jour j'allais les rejoindre avec mes enfants. Ces piquets de grève grossissaient de jour en jour car nombre de travailleurs isolés venaient les rejoindre. C'était vraiment très impressionnant, Dans ces rassemblements, on parlait, on parlait de tout : l'organisation du travail, nos difficultés financières, comment arriver à concilier travail et vie de famille, les bourses scolaires insuffisantes etc …. On refaisait le monde. Et chaque jour également, lors de l'assemblée générale à la salle des fêtes, on faisait le point de la situation ».*

« *Faute de carburant* », et aussi de « *moyens de locomotion, on n'avait pas de voiture* », Marie-Thérèse et Jean Louis ne participent guère aux manifestations à Saint-Nazaire, distante d'une vingtaine de kilomètres, encore moins à Nantes. Alors, en famille, à l'appel du comité intersyndical de grève, bauloises et baulois défilent sur « *la très bourgeoise avenue du Général de Gaulle* ». *« Je me souviens d'Agnès, ma fille de 3 ans, reprenant « Pends le patron, pends le patron, t'au-*

ra sa galette », y compris à l'école… au grand dam de la maitresse », en sourit encore Marie-Thérèse.

Dans les différentes petites boites les adhésions aux syndicats explosent et très vite « *se pose la nécessité de créer une section locale interprofessionnelle pour regrouper les salariés.e.s isolé.e.s* », se souvient Jean-Louis.

La visite des gendarmes

« *Extraordinaire, oui vraiment extraordinaire* » s'esclaffe toujours Jean-Louis, cinquante après. «*Un jour, dans la seconde quinzaine de mai je crois, les gendarmes, brigadier en tête, arrivent à la salle des fêtes et s'adressent dans ces termes au comité intersyndical de grève : « Notre commandement ne répond pas, le Ministère non plus, dites nous ce qu'on doit faire ». Ca nous a clairement montré qu'il y avait vacance du pouvoir*».

« *C'est dommage, on n'a pas saisi l'opportunité de prendre le pouvoir* », insiste Marie-Thérèse.

Au sortir de 68, la section de La Baule du PSU, où adhérent Marie-Thérèse et Jean-Louis, ne cesse de se renforcer, au point que ses adhérent.e.s animent la CFDT mais aussi en partie la CGT et la FDSEA et les principales associations bauloises. Jean-Louis en est le secrétaire. *« Mais, en mai 68, les deux premières adhésions, c'est moi qui les ai faites* » se marre encore Marie-Thérèse, avant de reprendre plus sérieusement « *et l'idée de l'autogestion est quand même bien passée* ». Le PSU baulois rassemble surtout des salarié.e.s et des paysans. Il jouera un rôle important dans toutes les mobilisations locales, notamment aux côtés des paludiers pour mettre en échec le projet de rocade voulu par le baron Olivier Guichard, maire de la Baule, qui aurait défiguré à jamais les marais salants.

Jusqu'en 1979, Marie-Thérèse et Jean-Louis continueront de vivre, donc de militer, à La Baule, avant de venir s'installer à Nantes en 1979, et après avoir quitté, avec l'essentiel de la section, le PSU de Rocard pour rejoindre les CCA (3).

Aujourd'hui retraités, Marie-Thérèse et Jean-Louis non seulement ne regrettent rien, mais continuent à militer à Ensemble !, «*on est connus dans le quartier comme des loups blancs*», avec cette conviction «énoncée par Marie-Thérése «qu'*un mai 68, ça pourrait redémarrer car ce n'est pas possible que les gens ne réagissent pas*».

Notes

1) **ACO :** Action Catholique Ouvrière, fondée en 1950

2) **APF** : Association populaire familiale. Constituée en 1952, l'APF se transformera en CSCV, Confédération syndicale du cadre de vie, en 1975.

3) **CCA** : Comités communistes pour l'autogestion. Cette organisation politique est née en mai 1977 de la fusion, sous la houlette des militant.e.s de l'ex-AMR (Alliance Marxiste Révolutionnaire), de militant.e.s du PSU refusant la politique d'union de la gauche de Rocard et d'un petit courant de la LCR.

« Ceux d'en bas ne veulent plus, ceux d'en haut ne peuvent plus »

Nous sommes début mai, au lycée privé de garçons Frédéric Ozanam, rue Leglas-Maurice à Nantes. Comme l'immense majorité des élèves, j'y suis interne, c'est -à-dire que j'y arrive par le car le lundi matin pour 9h et en repars le samedi à midi, avec sortie libre en ville le jeudi après-midi de 14h à 18h. Cette plage de liberté nous amène directement, en descendant la rue Paul Bellamy, devant le monument aux 50 otages où se réunissent quotidiennement ou presque les manifestant.e.s.

Drapeaux rouges, drapeaux noirs, slogans, tout ça est bien nouveau pour les lycéens que nous sommes, originaires pour la plupart des communes rurales du département. Et très exaltant. Ce jeudi la mobilisation est encore montée d'un cran. La veille, étudiant.e.s, lycéen.ne.s, ouvriers et paysans n'ont pas hésité à s'affronter à la police. Un vent de colère et de liberté souffle sur la ville.

Le retour au lycée, pour le repas à 19h, est bien difficile. Notre prof d'histoire, l'abbé Jean Garaud, se joint aux débats passionnés que nous avons et il nous explique que, non, ce ne sont pas de simples grèves et manifestations, mais c'est bien une révolution que nous vivons car « *ceux d'en bas ne veulent plus et ceux d'en haut ne peuvent plus* ».

L'expression restera à jamais gravée dans ma mémoire. Et c'est bien plus tard que je découvrirai que Jean Garaud - qui allait devenir directeur de l'Enseignement catholique de Loire-Atlantique ! - ne faisait que reprendre une citation de Lénine définissant une situation révolutionnaire : *« C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.» (La maladie infantile du communisme, 1920).*

Deux jours plus tard, le lycée fermait et chacun de nous était renvoyé dans sa famille et sa campagne pour quatre longues semaines. Heureusement, il y avait le transistor et Europe 1 pour suivre les nuits des barricades et …. l'espoir d'une révolution en marche.

François Préneau

Entretien avec Jean Brunacci

Dans l'année 1967-68, Jean est élève de Terminale au lycée Clemenceau à Nantes. C'est un lycée très élitiste, alors fréquenté essentiellement par les enfants de la bourgeoisie. Ce n'est pas son cas : il vit dans le quartier populaire de La Boissière, au Nord de Nantes. Ses parents sont divorcés, sa mère, « femme au foyer », est issue d'une famille de droite. Son père, pensionné de la Guerre d'Indochine, a été chaudronnier et est membre du PCF.

Avant mai, aux origines de la politisation

Jean, qui est né en octobre 1950, a adhéré très jeune aux Jeunesses Communistes, il y restera trois ans, avant mai. Sensibilisé à la Guerre du Vietnam, il est séduit par Che Guevara et le romantisme révolutionnaire qui émane du guérillero argentin, devenu cubain et internationaliste. Ces centres d'intérêt le rapprochent de la gauche révolutionnaire. Un de ses camarades de classe est en contact avec la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) (1). Ce copain de foot (Jean est un joueur émérite) le met en contact avec l'organisation parisienne, aucune structure de la JCR n'existant alors à Nantes.

Avec ce camarade, Jean lance en janvier 1968 un Comité d'Action Lycéen (CAL) (2). Les adhérent-e-s sont peu nombreux/ses au départ. Mais, en mars, ils organisent, en lien avec les élèves internes de classes préparatoires, une grève de la cantine de quelques jours qui permet une petite amélioration. Cette action se déroule à partir du 1er mars, quelques semaines après la manifestation étudiante au Rectorat du 14 février (voir chronologie). Des étudiants-e-s passent à Clémenceau informer les lycéens-nes et des liens se créent.

Lycéen dans la rue en mai

Le 11 mai, le lendemain de la nuit des barricades à Paris, des élèves de Clemenceau (qui avaient écouté les récits de la radio sur les événements de Paris) se rassemblent devant leur lycée à 7h30 et sont rejoints par ceux du lycée technique Livet (Jean en connaît quelques -uns, avec qui il joue au baby-foot). Ensemble, ils décident de faire le tour des bahuts nantais. Quelques profs les accompagnent. Ils vont notamment vers le lycée de garçons Jules Verne et le lycée de filles Guist'hau. Dans ce dernier, la directrice a vainement tenté de fermer les portes pour empêcher les lycéennes de partir. Ce sont 2000 jeunes qui vont manifester jusqu'à la place Ricordeau aux cris de « *Peyrefitte démission* » (3) et « *A bas les lycées-casernes* ».

Le lundi 13 mai, jour de la grève générale, un important cortège lycéen se joint à la manifestation, précédé d'un grand portrait du Che. De jeunes ouvriers sont présents à leurs côtés. Le lendemain, une majorité d'élèves se prononce pour la grève à Clemenceau.

Jusqu'au 13 juin, il n'y a pratiquement pas de cours. L'occupation du lycée s'organise. Il y a des discussions portant sur la remise en cause de la sélection, du règlement intérieur. Sur le contenu des cours et les méthodes d'enseignement, il y a des débats avec quelques profs, surtout du SGEN-CFDT. La demande de reconnaissance des comités lycéens est une des revendications essentielles. Le bac se passe début juillet, uniquement à l'oral. Les candidat-e-s ont avec eux une feuille indiquant la partie du programme traitée par les professeurs.

Mais Jean passe aussi beaucoup de temps hors du lycée durant ce mois. Il rencontre dans les diverses manifs des ouvriers, des paysans et découvre ainsi les préoccupations sociales. Il se rappelle la présence de tracteurs et les points de vente des paysans, qui ravitaillent la population. Par ailleurs, il est impressionné par la volonté d'en découdre qui ressort des manifestations les plus violentes. Celle du 13 mai, avec l'envahissement de la Préfecture, et celle du 24 mai, où la violence dure jusqu'à 1h30 du matin. Des affrontements ont aussi lieu lors de la manifestation gaulliste du 1er juin place Graslin, une contre-manifestation s'en étant approchée. Durant ces moments violents, de jeunes ouvriers viennent prêter main-forte aux étudiant-e-s et lycéen-nes : Jean se lie avec l'un d'entre eux, qui travaille aux chantiers navals.

Pour lui, aucun groupe d'extrême gauche n'a été marquant durant ces événements. Il va pourtant se poser la question d'un engagement politique plus affirmé après ce mois de mai qui l'a enthousiasmé.

Après mai : militant de la Ligue Communiste

Ayant obtenu son bac avec mention très bien, Jean s'inscrit à la fois en Lettres Supérieures à Clemenceau et en Histoire à la fac de Lettres (où il ne débute les cours qu'en janvier 69, une longue grève ayant retardé la rentrée).

Mai a été sa première expérience politique et a renforcé ses convictions internationalistes. De plus, le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie pour mettre fin au « Printemps de Prague ». Sa rupture avec le PC en est confirmée.

C'est donc assez logiquement qu'il rejoint en septembre 1968 les cercles rouges, mis en place par des étudiants venus de Rennes, comme Henri Le Dem. Ces cercles vont constituer en avril 1969 la Ligue Communiste, qui, le mois suivant, pré-

sente à l'élection présidentielle Alain Krivine. A Nantes, l'organisation se fait remarquer à la rentrée 1969 par son implication dans la lutte contre la hausse des droits d'inscription à l'Université. La Ligue devient la première force sur la fac de lettres et Jean un des dirigeants des mouvements étudiants de 1972 et 1973.

Jean a choisi la Ligue Communiste parce qu'il avait un peu lu le journal de sa devancière, la JCR « Avant-Garde jeunesse ». Il n'a pas trop lu Trotski, mais a vaguement l'idée de ce qu'est la révolution permanente, et ça lui plaît. Il se définit comme « guevaro-trotskyste » à cette époque. Il est plus attiré par les positions de la Ligue, notamment sur la révolution coloniale, que par la Chine et ses partisans.

Il restera d'ailleurs militant de la Ligue, devenue en 1974 la LCR, jusqu'en 2009. Lorsqu'elle se dissout pour former le NPA, il en est. Mais, en désaccord, il le quitte en juillet 2012 avec plusieurs centaines de militant-e-s pour créer avec eux la Gauche Anticapitaliste, qui rejoint le Front de Gauche. Elle fusionne en novembre 2013 avec des courants issus du PCF et des Alternatifs (dont certain-e-s ont été au PSU). Jean est toujours membre d'ENSEMBLE ; il considère cet engagement comme la continuité de son action à la Ligue et apprécie ce rassemblement que constitue ENSEMBLE. Par ailleurs, il est toujours membre de la Quatrième Internationale (4).

Mai a été également pour lui un révélateur du mouvement ouvrier et a déterminé ce qui sera son autre engagement, le syndicalisme.

Syndicaliste

Militant beaucoup, il rate l'agrégation d'histoire de peu en 1973 et doit se mettre à travailler. Comme on embauche aux PTT, il y entre en juin 1973 et y fera sa carrière professionnelle. Dès le mois d'août 1973, il adhère à la CFDT, alors très combative et souvent imprégnée de l'esprit de mai. C'est aussi le moment où ce syndicat est en pointe dans la lutte des Lip à Besançon (5).

Mais la CFDT des années 1980 n'est plus la même, le « recentrage » étant passé par là, et des exclusions de militants combatifs à la poste amènent la création de SUD. Jean rejoint en mars 1990 le nouveau syndicat et ses camarades qui ont déjà quitté la CFDT. Secrétaire départemental de SUD-PTT, il est au G10 puis à Solidaires depuis 1995. Il en est porte-parole.

50 ans après ?

Laissons la parole à Jean pour exprimer ce qu'il ressent à l'occasion de cet anniversaire : « *Le mouvement de mai laisse un goût d'inachevé. Peut-être étions-nous naïfs ou portés par une ivresse de liberté ? Nous pensions que le pouvoir était à portée de la main. On avait l'impression d'une lame de fond à laquelle rien ne résistait. Je n'avais pas conscience alors de la trahison des directions du mouvement ouvrier. C'est après coup que les bilans ont été tirés. Je me surprends à être quelquefois nostalgique de ce moment* ».

Notes

1 - La Jeunesse Communiste Révolutionnaire est issue d'une scission dans l'Union des Etudiants Communistes en mars 1966. Animée par Alain Krivine, Henri Weber et Daniel Bensaïd, c'est alors essentiellement une organisation étudiante et lycéenne. La JCR sera au premier rang sur les barricades de mai. Dissoute avec les autres organisations d'extrême gauche en juin, elle est à l'origine, en septembre 1968, d'un regroupement de militant-e-s autour du journal *Rouge*. En avril 1969, ils créent la Ligue Communiste, qui présente Alain Krivine à l'élection présidentielle de mai 1969. Après sa dissolution par le gouvernement, elle devient en 1974 la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), qui disparaît en 2009 pour créer le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA).

2 - Les Comités d'Action Lycéens (CAL) sont créés lors de la première grève lycéenne du 13 décembre 1967. A l'origine, on trouve des militants d'extrême gauche parisiens comme Maurice Najman et Michel Récanati. Ce mouvement va animer les mobilisations lycéennes de mai 68.

3 - Alain Peyrefitte, un des cadres importants du gaullisme, est alors Ministre de l'Education Nationale et a dénoncé les premières manifestations, parlant de « groupuscules »…Il est contraint à la démission le 28 mai 68.

4 - La Quatrième Internationale a été créée en 1938 pour rassembler les trotskistes à l'échelle internationale. Elle a connu un certain développement dans les années 1960-70, attirant une partie de la nouvelle génération révolutionnaire. La Ligue Communiste, puis la LCR en était la section française. Aujourd'hui, des militant-e-s du NPA et d'ENSEMBLE en sont adhérent-e-s.

5 - En 1973, pour s'opposer à la fermeture de l'usine Lip de Besançon, une grève exemplaire s'inspire des principes de mai 68, notamment au niveau de la démocratie dans la lutte. Durant l'été, les ouvriers décident de faire marcher eux-mêmes l'entreprise et de vendre les montres ainsi fabriquées. Fin septembre, une grande marche de solidarité rassemble des dizaines de milliers de personnes, enthousiasmées par l'action des Lip. Cette lutte est animée en premier lieu par des militant-e-s de la CFDT, souvent membres du PSU et d'origine chrétienne.

Entretien avec Georges Boutin

Syndicaliste à Sud-Aviation

« Peux-tu te présenter à nos lecteurs ?

Je suis Georges Boutin. J'ai 83 ans. Je suis le dernier des militants syndicalistes de Sud-Aviation exclus de la CGT en 1964, et j'ai été de ceux qui ont participé à l'occupation de l'usine Sud-Aviation à Bouguenais, le soir du 13 mai 1968.

Peux-tu nous retracer les évènements tels que tu les as vécus à ce moment-là ?

L'élément déclencheur de l'occupation de l'usine, c'était le ras-le-bol de tout, mais surtout des « grèves tournantes ». On allait dans le mur à chaque fois. Il y a eu le vote de la grève totale et une majorité de tous les syndicats pour faire la grève totale. A la tribune, la CGT revendiquait encore à ce moment-là les « grèves tournantes », mais on a réussi, malgré des pressions énormes, physiques, à prendre la parole.

Yvons Rocton a proposé la mise en place d'un comité de grève incluant toutes les organisations syndicales et on l'a emporté par un vote à main levée. L'usine a été occupée ce soir-là, 13 mai. Et aussitôt le patron a été coffré dans son bureau. Les cadres qui l'ont voulu, se sont mis avec lui. Il n'y a eu aucune pression physique.

Il faut savoir que la CGT de l'usine était dirigée par le Parti communiste français. Tous les délégués élus du personnel, titulaires et suppléants, avaient leur carte au PCF C'était obligatoire jusqu'en 1964 et la grève des mineurs. Avec Yvon, on avait présenté une motion au syndicat au moment de la grande grève des mineurs en 1963, disant : il faut faire la grève avec les mineurs, la grève générale, ils sont en grève. Il y en avait des milliers et des milliers.

On l'aurait fait en même temps, ça aurait été bon, mais ils n'ont pas voulu…. Ca ne leur a pas plu, alors, nous, de notre côté, on a fait une autre liste CGT, on a présenté des gars, et il y en a eu un qui a été élu, c'était Yvon. Après nos idées ont progressé, nous avons fait des réunions syndicales, des réunions politiques aussi, parce qu'on était très politisés. Yvon Rocton était trotskyste. J'ai appris énormément avec lui, tout le monde a appris énormément avec lui.

Concrètement, dans la vie de tous les jours, quel était le rôle du comité de grève ?

On organisait tout. On faisait tout. Les cuisiniers faisaient la cantine, le midi on ne payait pas. Les paysans nous donnaient des vivres gratuites : patates, carottes, sans compter la boisson. Quant au patron, enfermé dans son bureau, c'était sa famille qui lui passait les provisions par un panier et une corde ! Je me rappelle que c'était assez folklorique…

Dans le comité, il y avait une camaraderie exceptionnelle : on trinquait avec les gars de la CFTC, de la CGT. Il y a même eu un moment où la CFTC de l'époque avait demandé à ce qu'il y ait une messe un dimanche dans l'usine. Une messe, avec l'évêque de Nantes, pour dire que la religion pouvait apporter au « peuple ouvrier », etc. Et là, on a dit : « *La messe d'accord, mais pas dans l'usine !* ». **Pour moi qui étais un simple fraiseur, dans mon bleu, que je n'ai pas quitté pendant un mois, ça faisait drôle quand même de sentir qu'on avait le pouvoir à portée de main….**

A Sud-Aviation, vous avez mis en place un comité de grève. Est-ce que tu te souviens des discussions, au-delà de l'usine, pour mettre en place des comités de grève ailleurs ?

Ca n'a pas été facile…. On m'avait nommé pour faire partie du comité de grève de Rezé. J'étais aussi au comité de grève à Nantes avec Alexandre Hébert, et on a pesé sur certaines choses, comme par exemple la distribution du carburant. On avait le pouvoir, on aurait dû continuer à l'avoir, le pouvoir.

On a été trahi par Séguy, qui s'est fait pourtant siffler par les métallos à Boulogne-Billancourt, qui criaient : « Ne signez pas, ne signez pas », mais la CGT étant la plus grosse organisation syndicale dirigée par le plus gros parti politique, le Parti communiste français, on s'est fait avoir »….

Nous avons repris cet extrait de l'entretien de Georges Boutin dans Informations Ouvrières n°495 du 22 mars 2018.

Informations Ouvrières est l'hebdomadaire du Parti Ouvrier Indépendant. Il a été fondé par Pierre Lambert en 1958. Yvon Rocton était militant de ce courant du trotskysme issu d'une scission de la section française de la 4ème internationale en 1953.

22 mars 1968, mai 68, et les femmes, *par Florence Prudhomme*

Mai 68 et le féminisme ? Mai 68 et les femmes ? Comment répondre à cette question paradoxale qui m'a été posée ? Absentes du mouvement de mai, les revendications des femmes se sont pourtant exprimées dès l'automne 68, et plus amplement à partir des assemblées générales non mixtes aux Beaux-Arts à l'automne 70. Mais en 68, malgré quelques indices dont je parlerai plus loin, leur visibilité est égale à zéro.

Cette question de « mai 68 et les femmes » en appelle une autre : « Mai 68. Et après ? » Ainsi formulée, la question me semble présenter une cohérence, porteuse de continuité entre les deux termes que sont « mai 68 » d'un côté et « les femmes » de l'autre.

Qui étions-nous en 68, quand nos slogans étaient : « *L'imagination* au pouvoir » ou « *Jouissez sans entraves* », thèmes prémonitoires de la « révolution sexuelle » qui s'annonçait. Nous avions 20 ans, c'était « *nos belles années* », nos jeunes années. Le joli mois de mai. Et qui sommes-nous aujourd'hui ? Des témoins, des militants, des militantes, des rêveurs, des poètes, des « anciens » du 22 mars ?

Quelles sont les traces de mai 68 dans nos vies puisqu'il s'agissait de « ***changer la vie*** ». Je tenterai de répondre en m'inspirant de mon parcours de militante qui commence en 68 – voire un peu avant - et se poursuit jusqu'à maintenant. Ma contribution n'est autre en somme qu'un modeste et bref essai d'ego-histoire. Quand et comment a commencé mai 68 ? Tout le monde le sait. Par l'arrestation de Xavier Langlade après l'attaque de militants, dont il était l'un des plus convaincus, contre l'American express le 20 mars, pour protester contre la guerre au Vietnam. Cette arrestation à laquelle répond aussitôt le slogan « Libérez nos camarades » sera suivie deux jours plus tard par l'occupation de la salle du conseil de l'université de Nanterre.

Pour moi, mai 68 commence deux ans auparavant. En 66. Je me souviens de la première manifestation à laquelle j'ai participé devant le théâtre de l'Odéon contre les fascistes qui voulaient interdire la représentation des *Paravents* de Genêt. Dans ce souvenir de 66 est encrypté un souvenir plus ancien, demeuré à vif dans ma mémoire d'enfance. Dix ans auparavant, j'étais une petite fille, j'avais 10 ans. J'ai vu avec mes parents le film *Nuit et brouillard* et j'ai découvert en trente-deux minutes les crimes de masse, le génocide des Juifs, l'antisémitisme, le nazisme, la haine de l'autre. Ces images m'ont marquée à jamais. Elles m'accompagnent. Elles sont à l'origine de tous mes engagements : en mai 68, au MLF, au Rwanda et à Calais…

Avant 68, en 64, 65, disons que j'étais rebelle face à la morale rigoriste et autoritaire de mes parents. Ma conscience politique date de cette époque où j'ai été éloignée par eux à l'étranger pour réfréner et oublier mes premiers amours comme mon désir d'enfant, et me consacrer exclusivement à mes études… En 66, je suis revenue en France. J'ai poursuivi mes études de philo à Nanterre.

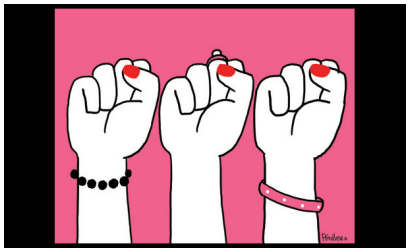
Dans le paysage de 1966 et dans celui de 68. Il y a Talila, mon amie de toujours. Des années après, chaque fois que je l'entends, je suis enchantée. Sa voix est indissociable de mes souvenirs de ces années-là. Je me souviens des soirées où nous l'écoutions chanter dans l'une ou l'autre de nos chambres à la cité universitaire. Plus exactement il y a Talila, ma sœur Dominique et moi. A Nanterre nous sommes inséparables. Nous logeons dans le bâtiment des filles. Là, mai 68 commence en mars 67, lorsque les filles demandent la liberté de circulation des garçons dans leur bâtiment, non-mixte, contrairement à celui des garçons où la présence des filles était autorisée. C'est l'occupation du bâtiment des filles. Cette revendication de mixité témoigne de l'absence flagrante de liberté dont souffraient les filles et les femmes à l'époque. Pour preuve, le doyen Grappin n'a voulu ni les voir ni les entendre. Il a décrit cette occupation du bâtiment des filles en parlant des « envahisseurs» qui se seraient imposés, comme si les filles ne s'étaient pas elles-mêmes exprimées. De fait, elles n'avaient pas la parole dans cette société hautement patriarcale.

Il y aurait long à dire sur la prétendue « mixité » démocratique, où *de facto* les hommes détiennent le pouvoir, en usent et en abusent à l'encontre des femmes. Et il aura fallu quelques décennies de réunions non-mixtes pour arriver à déconstruire cette égalité de façade qui se décline en violences conjugales comme en inégalités salariales. Et il faudra sans doute encore quelques années ou décennies pour déconstruire le prétendu « consentement » des femmes à la violence qui s'exerce contre elles. Ce que le mouvement #Me Too a récemment commencé à faire.

A Nanterre j'aimais la proximité des « camarades » (comme on disait alors) anars, trotskystes, situationnistes et autres. Le surréalisme influait sur les slogans. La nuit du 22 mars, on est ensemble sans démarcation définie ni définitive, occupant avec jubilation la salle du conseil, au huitième et dernier étage du bâtiment administratif. Filles et garçons. Les filles plus effacées, comme le voulait l'époque. La différence des sexes était occultée et le monde restait « naturellement » régi par la supériorité masculine.

Mai 68 était un mouvement insurrectionnel, une prise de liberté éclatante, qui a bouleversé la vie d'un nombre immense de personnes. La société était corsetée, étouffante, irrespirable, basée sur de stricts rapports de domination. Il faut se rappeler l'atmosphère des lycées de filles et celle des lycées de gar-

çons pour comprendre les contraintes morales qui régnaient alors. Il faut se rappeler que, dans le même temps, les soulèvements et les mouvements d'indépendance déferlent sur les cinq continents. Ils inspirent la jeunesse. Et la société française prend soudain conscience qu'un tiers de la population a moins de 20 ans et que les jeunes (les enfants du baby-boom de l'après-guerre) ont soif d'avenir et de vraie vie.



Les rapports de domination ont été ébranlés dans les universités, dans les usines, dans les hôpitaux, à l'exception de ceux qui régissaient les relations entre les hommes et les femmes. Les revendications des femmes au niveau social, économique et politique n'ont pas été prises en compte. Et encore moins celles qui concernaient leur corps et leur sexualité.

Pourtant « *la vie sexuelle* » était bel et bien à l'ordre du jour. On se souvient de la phrase adressée par D. Cohn-Bendit au ministre de la Jeunesse et des Sports, en janvier 1968. Il déclare au ministre qu'en 300 pages, dans son Livre blanc sur la jeunesse, nulle part il n'a fait mention des « problèmes sexuels des jeunes ». Les jeunes, un terme neutre, apparemment asexué, qui n'en démontre pas moins l'occultation des problèmes sexuels des femmes.

Pourtant, rappelons-le, le Mouvement français pour le planning familial existait depuis 1960 et, quelques mois avant mai 68, en décembre 67, la loi Neuwirth adoptée à l'Assemblée nationale a autorisé la contraception et notamment la pilule. La loi Neuwirth était un premier pas vers la révolution des femmes. Elle a partiellement mis fin à la loi de 1920 qui interdisait la contraception et l'avortement. Une loi renforcée sous Vichy, qui décréta l'avortement « *crime contre l'Etat* » passible de la peine de mort. Pour annuler définitivement cet interdit, il faudra attendre les slogans du MLF, - « *notre corps nous appartient* » -, et le Manifeste des 343 en avril 1971, suivi par la loi Veil en 1975.

Mais, reconnaissons-le, dès 67, le droit à la contraception a changé le rapport des femmes au couple, à la sexualité, à la famille, à la maternité, au travail ou à l'ambition personnelle. Cette réalité - la loi Neuwirth et le Planning familial -, ce que j'appelais plus haut des « indices », n'ont cependant pas été enregistrés par les militants de 68 et c'est l'une des plus grandes apories du mouvement de mai. À l'évidence le sujet du discours était un sujet masculin animé d'une sexualité masculine, jouissant d'une libido phallique tout simplement, et ne courant pas les risques d'une grossesse non désirée ou d'un avortement clandestin, dangereux, et parfois mortel.

Mai 68 a été un évènement très bref, fulgurant, mais décisif. Il contient en son cœur la naissance du MLF comme celle du Front homosexuel d'action révolutionnaire (le FHAR) et il a entraîné la radicalisation du Mouvement français pour le planning familial.

Il est difficile de donner une date certifiée pour le MLF. Pour les unes c'est 68, pour d'autres 70-71. Toujours est-il que mai 68 en a donné les premières impulsions à travers l'élan pour la liberté né chez les jeunes filles que nous étions, présentes la nuit du 22 mars à Nanterre, ou sur les barricades et dans les manifestations à Paris. Cette vague qui nous emportait était puissante et forte. L'effervescence spectaculaire et créative de 68 s'est poursuivie au cours des années suivantes. 68 a été le terreau où ont germé le féminisme, la fierté homosexuelle, l'écologie, et une solidarité plus humaine que politique.

Pour les femmes, le mouvement s'est développé en lutte pour l'avortement libre et gratuit, les manifestations de solidarité internationale et de solidarité avec les ouvrières en lutte en France, la présence lors des procès aux côtés des femmes qui avaient avorté ou avaient été victimes de violences sexuelles et tout autant aux côtés des prostituées en lutte à Lyon en 1975.

Nous avons écrit toutes sortes de journaux inspirés de l'insolence et de la radicalité de mai 68, *Le Torchon brûle*, *le Quotidien des femmes* et bien d'autres encore. La sexualité féminine a été nommée, étudiée, questionnée. Le mouvement des femmes dans toutes ses composantes a été et reste un éclairage dynamique qui décrypte et combat la vision phallocentriste du monde, dans ses formes les plus manifestes, la misogynie et le féminicide. Les initiatives du mouvement des femmes étaient transversales et internationalistes. Je peux citer dans le désordre et sans exhaustivité : les cahiers de doléances des femmes, les Etats-Généraux des femmes, les liens avec les femmes espagnoles en lutte contre le franquisme, la dénonciation des viols, armes de guerre en ex-Yougoslavie ou au Rwanda.

Durant trois décennies j'ai travaillé là, au MLF, ainsi qu'aux éditions *Des femmes*. Et je serais injuste si je ne mentionnais pas la psychanalyse comme l'une des composantes intellectuelles les plus vives de ce mouvement…..

…..

Quelles sont les traces de mai 68 (et des années suivantes) dans ce présent tourmenté ? A l'évidence, je retrouve les traces du MLF dans le mouvement #Me too qui dénonce les viols impunément et communément commis par des hommes de pouvoir ou des hommes au pouvoir, qui utilisent les agressions sexuelles comme la plus efficace des armes de chantage face à des femmes démunies ou vulnérables. Ce mouvement s'attaque à la prétendue égalité démocratique où les droits seraient les mêmes pour tous et toutes. Il révèle surtout l'exercice exclusif et abusif du pouvoir par les hommes, notamment en termes de rapports de forces entre les sexes. ….

(Florence Prudhomme est philosophe. *L'intégralité de son intervention est disponible sur son blog sur le site de Médiapart : https://blogs.mediapart.fr/florence-prudhomme)*